



Pavillon Afrique
Résumé des discussions et enseignements
(dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les
changements climatiques/septième session de la Conférence des Parties agissant
comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto)

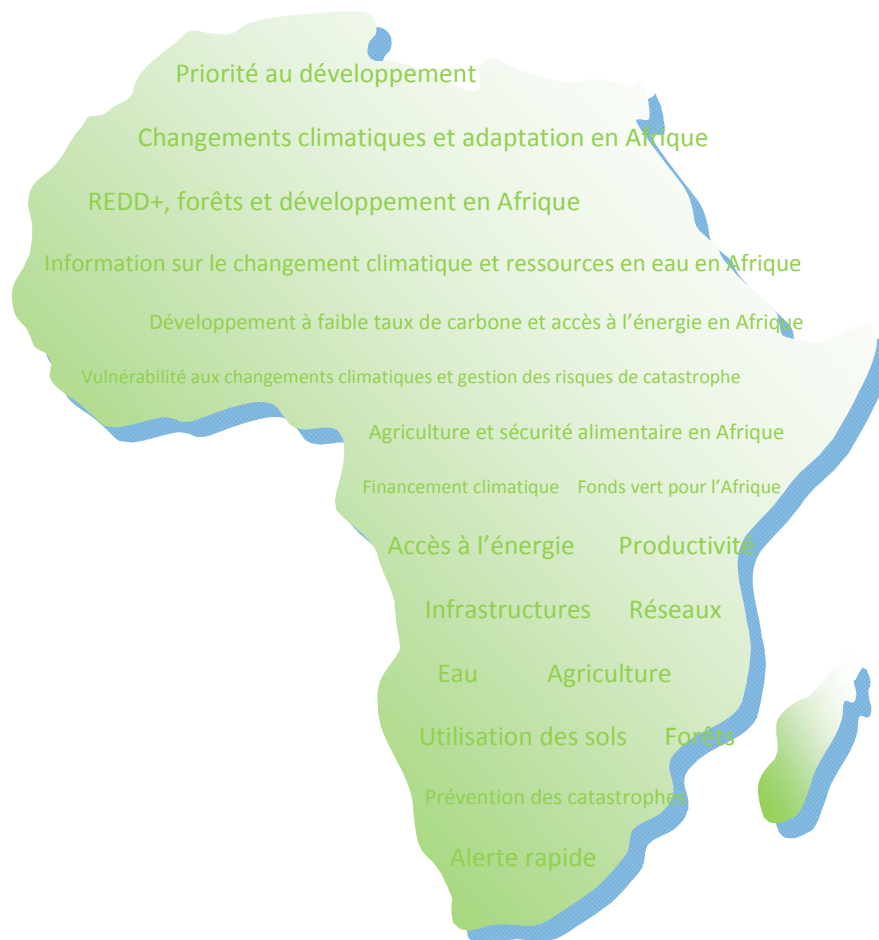


Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	V
AVANT-PROPOS	VI
1. INTRODUCTION	1
1.1 HISTORIQUE DU PAVILLON AFRIQUE.....	1
1.1.1 Organisation	1
1.1.2 Établissement et fonctionnement	2
1.2 STRUCTURE DU RAPPORT.....	3
2. JOURNEE DE L'AFRIQUE: PRIORITE AU DEVELOPPEMENT ET FINANCEMENT CLIMATIQUE.....	3
2.1 INTRODUCTION.....	3
2.2 PRIORITES REGIONALES.....	4
2.3 CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE CONTEXTE DU DEVELOPPEMENT AFRICAIN.....	4
2.4 LE CAS DU DEVELOPPEMENT A FAIBLE TAUX DE CARBONE EN AFRIQUE.....	5
2.5 FINANCEMENT CLIMATIQUE POUR L'AFRIQUE.....	6
2.5.1 Le financement climatique dans le contexte de la crise financière et économique mondialisée	6
2.5.2 Sources du financement climatique	6
2.5.3 Éthique du concept de « pollueur-payeur »	7
2.6 ÉNERGIE ET DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE	7
2.6.1 L'énergie dans le contexte de la production primaire et de l'emploi.....	7
2.6.2 Rôle du charbon dans le développement de l'Afrique.....	8
2.7 NEGOCIATIONS SUR LE CLIMAT ET STRATEGIES AFRICAINES	8
2.7.1 Positions de négociation divergentes des pays en développement	8
2.7.2 Stratégies et investissements du secteur privé	9
2.7.3 Intégration régionale	9
3. TABLES RONDES	9
3.1 INTRODUCTION.....	9
3.2 CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET ADAPTATION EN AFRIQUE	10
3.2.1 Contexte	10
3.2.2 Experts et modérateur	11
3.2.3 Bien-fondé de l'adaptation en Afrique.....	11
3.2.4 Principaux secteurs de l'adaptation et du développement en Afrique	12
3.2.5 Coût de l'adaptation	12
3.2.6 Nécessité de la résilience aux chocs climatiques, des processus et des résultats.....	12

3.3	REGIMES REDD+, FORETS ET DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE	13
3.3.1	Introduction	13
3.3.2	Experts et modérateur	14
3.3.3	Défis, opportunités et préparation aux financements REDD+	14
3.3.4	Financements REDD +	14
3.3.5	Foresterie et agriculture en Afrique	15
3.3.6	Le rôle accru des gouvernements en Afrique	15
3.3.7	Régimes REDD+ et populations locales	15
3.4	INFORMATION SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RESSOURCES EN EAU EN AFRIQUE	15
3.4.1	Introduction	15
3.4.2	Experts et modérateur	17
3.4.3	Justification des investissements dans l'eau en Afrique	18
3.4.4	Collaboration transnationale	18
3.4.5	Impact des changements climatiques sur l'eau en Afrique	18
3.4.6	Nécessité d'un programme global sur l'eau	18
3.4.7	Données et prévisions dans le secteur de l'eau	18
3.4.8	Nécessité du renforcement des institutions	19
3.4.9	Aspects de l'eau et des changements climatiques en Afrique: les « six I »	19
3.5	AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE	19
3.5.1	Introduction	19
3.5.2	Experts et modérateur	20
3.5.3	Définir le cadre de l'agriculture et du développement en Afrique	21
3.5.4	Rôle des technologies	21
3.5.5	Gestion des risques et stratégies de réaction	21
3.5.6	Rôle du secteur privé	21
3.5.7	Rôle des femmes	21
3.5.8	Rôle des petits exploitants agricoles	22
3.5.9	Financement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire	22
3.5.10	Investissements étrangers directs dans les terres	22
3.6	DEVELOPPEMENT A FAIBLE TAUX DE CARBONE ET ACCES A L'ENERGIE EN AFRIQUE	22
3.6.1	Introduction	22
3.6.2	Experts et modérateur	24
3.6.3	L'accès à l'énergie en tant que priorité de développement	25
3.6.4	Ressources énergétiques et développement	25
3.6.5	Accès aux financements	25
3.6.6	Énergie et secteur productif	25
3.6.7	Financements et attitudes des donateurs	26
3.6.8	Voies du développement à faible taux de carbone en Afrique	26
3.7	VULNERABILITE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE	26
3.7.1	Introduction	26
3.7.2	Experts et modérateur	28
3.7.3	Un continent fortement exposé aux catastrophes	28
3.7.4	Difficultés de la gestion des risques de catastrophe	28
3.7.5	Rôle de la Banque africaine de développement	29
3.7.6	Rôle du secteur privé	29

3.8	FINANCEMENT CLIMATIQUE POUR L'AFRIQUE.....	29
3.8.1	Introduction.....	29
3.8.2	Experts et modérateur	31
3.8.3	Financement climatique et adaptation.....	31
3.8.4	Limitation des financements climatiques destinés à l'Afrique	32
3.8.5	Le Fonds vert pour l'Afrique et le Fonds vert pour le climat	32
3.8.6	Recettes d'appui aux financements climatiques mondiaux	32
4.	MANIFESTATIONS PARALLELES	32
4.1	INTRODUCTION.....	32
4.2	GOUVERNANCE DE L'ADAPTATION EN AFRIQUE: DEFIS A VENIR	32
4.2.1	Introduction.....	32
4.2.2	Experts et modérateur	32
4.2.3	Étude sur la gouvernance climatique	33
4.2.4	Inadéquation du cadre stratégique de la gouvernance de l'adaptation.....	33
4.2.5	Limitation de l'intégration induite par le positionnement de l'adaptation dans le secteur environnemental	33
4.2.6	Fragilisation de la capacité d'adaptation par les cadres de développement macroéconomiques.....	33
4.2.7	Absence de l'égalité des sexes dans les cadres de réaction de l'adaptation	34
4.2.8	Financement climatique et adaptation.....	34
4.2.9	Nécessité d'une gouvernance efficiente.....	34
4.2.10	Société civile et institutions	34
4.3	REDUCTION DE L'ECART ENTRE LES EMISSIONS.....	34
4.3.1	Introduction.....	34
4.3.2	Experts et modérateur	34
4.3.3	Résumé du rapport	35
4.3.4	Réduction de l'écart	35
4.4	PREPARATION AU FINANCEMENT DE L'ADAPTATION: ACCES REGIONAL ET VENTILATION NATIONALE	35
4.4.1	Introduction.....	35
4.4.2	Experts et modérateur	35
4.4.3	Questions aux experts sur la préparation au financement de l'adaptation.....	36
4.4.4	Expérience de la Banque européenne d'investissement en Afrique	36
4.4.5	Rôle des personnes morales et des institutions dans les problématiques transfrontières.....	36
4.4.6	Le Fonds forestier pour le bassin du Congo	37
4.4.7	Autres points abordés.....	37
4.5	STIMULER LA TRANSITION VERS LES SYSTEMES ENERGETIQUES MODERNES EN AFRIQUE.....	37
4.5.1	Introduction.....	37
4.5.2	Experts et modérateur	37
4.5.3	Questions sur la redynamisation de la transition	38
4.5.4	Exemple de l'installation de services électriques ruraux par EDF	38
4.5.5	Exemple de l'amélioration de l'efficacité énergétique par Johnson Controls	38
4.5.6	Accès à l'énergie.....	39
4.5.7	Énergie et productivité.....	39
4.5.8	Recommandations.....	39

5. ATTENTES AFRICAINES ET RESULTATS DE DURBAN	39
5.1 ATTENTES AFRICAINES A L'EGARD DE DURBAN	39
5.2 RESULTATS DE DURBAN.....	40
5.2.1 Plate-forme de Durban	40
5.2.2 Deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto	41
5.2.3 Le Fonds vert pour le climat	41
5.2.4 Engagements des pays développés dans l'atténuation	43
5.2.5 Mesures d'atténuation adaptées aux pays en développement.....	43
5.2.6 REDD+	44
5.2.7 Le Comité de l'adaptation.....	45
6. CONCLUSION.....	45
ANNEXE: LISTE DES MANIFESTATIONS PARALLELES	47

Sigles et abréviations

BAD	Banque africaine de développement
CAE	Communauté d’Afrique de l’Est
CAPC	Centre africain pour les politiques climatiques
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CEA	Commission économique pour l’Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CER	Communauté économique régionale
CIFOR	Centre pour la recherche forestière internationale
COMESA	Marché commun de l’Afrique de l’Est et de l’Afrique australe
COMIFAC	Commission des forêts d’Afrique centrale
CUA	Commission de l’Union africaine
FFBC	Fonds forestier pour le bassin du Congo
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
IIED	Institut international pour l’environnement et le développement
MDP	Mécanisme pour un développement propre
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l’Afrique
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l’agriculture en Afrique
PMA	Pays les moins avancés
PNUE	Programme des Nations Unies pour l’environnement
REDD+	Réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts, et rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l’accroissement des puits de carbone forestier

Avant-propos

Près de vingt années ont passé depuis la tenue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et l'adoption de la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC). Cette adoption a été un tournant dans une période qui voyait naître les cadres réglementaires internationaux sur les changements climatiques. La réunion des Parties à la CCNUCC et au Protocole de Kyoto, tenue à Durban (Afrique du Sud), est, de toute évidence, un événement historique où les représentants ont fait face à des problématiques fondamentales. Ces problématiques incluaient de savoir s'il convenait d'initier une deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto, et de quelle manière les aspects du partage de la charge représentée par les changements climatiques devaient être résolus, en particulier celui lié à la répartition entre les pays industrialisés et les pays en développement émergents. Ces problématiques revêtent également une importance de premier plan pour les États membres de l'Union africaine qui ont commencé à élaborer une position commune sur les changements climatiques et à négocier, d'une seule voix, au sein du mécanisme de coordination simplifié engageant le Groupe des négociateurs africains, la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement et le Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur les changements climatiques. Il est aujourd'hui admis que l'Afrique est le continent le plus exposé aux mutations climatiques affectant la sécurité alimentaire, la disponibilité en eau, la santé publique, l'énergie et la biodiversité. Ces impacts sont aggravés par la modeste capacité d'adaptation du continent, laquelle est, à son tour, fragilisée par sa forte dépendance aux secteurs économiques sensibles au climat, et à son faible niveau de développement. Le fait que l'Afrique ait, de tout temps, contribué le moins aux problèmes climatiques et que ses efforts pour modifier l'évolution en cours soient condamnés à rester infructueux montre, s'il était besoin, le caractère intrinsèquement injuste de la situation. Les gouvernements africains connaissent toutefois le danger que représente « la tragédie des biens communs » qui reste la stratégie la plus courante des acteurs individuels en pareil cas. Plusieurs pays africains font de leur mieux pour identifier et concrétiser les mesures d'atténuation adaptées à leur territoire. Il est à espérer que leur comportement incitera les grands pays pollueurs à prendre des mesures similaires. L'un des aspects les plus importants du problème climatique concerne le fait que les pays africains accroissent aujourd'hui leurs financements destinés à l'adaptation. Il reste encore beaucoup à accomplir, comme cela a été souligné lors des séances tenues à l'intérieur et à l'extérieur du Pavillon Afrique. Ce dernier marque un tournant dans l'attitude de l'Afrique dans les enceintes internationales telles que la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Le Pavillon Afrique présent à la dix-septième session de la Conférence des Parties a permis aux institutions et aux pays africains de faire connaître les initiatives qu'ils mènent dans la lutte contre les changements climatiques. Les visiteurs ont pu prendre conscience que l'Afrique ne se positionnait pas seulement en tant que victime, mais travaillait également, en amont, à réduire au minimum les conséquences néfastes des changements climatiques, et à résoudre les problèmes latents. Le présent rapport résume les principales manifestations tenues au sein du Pavillon Afrique, et constitue un outil très précieux pour les professionnels engagés dans la lutte contre les changements climatiques et le développement de l'Afrique. Ce rapport met également en lumière les principaux résultats de la réunion des Parties à la CCNUCC et au Protocole de Kyoto. Je tiens, au nom de la Commission de l'Union africaine, à saluer les efforts déployés par la République sud-africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement dans leurs travaux communs et la réussite du Pavillon Afrique.

Tumusiime Rhoda Peace

**Commissaire en charge de l'économie rurale et de l'agriculture
Commission de l'Union africaine**

1. Introduction

Le cadre réglementaire et de collaboration international sur les changements climatiques a vu le jour grâce à l'adoption de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Du fait de son statut de convention-cadre, il n'a pas fixé d'obligations immédiatement exécutoires. Il a en revanche déterminé l'objectif du cadre mis en place, défini ses principes directeurs et fixé les engagements généraux visant les Parties et les engagements spécifiques aux pays développés. La convention a également prévu une infrastructure institutionnelle pour maîtriser l'évolution continue du cadre réglementaire international. Cette structure comprend la Conférence des Parties, le secrétariat, l'Organe subsidiaire de mise en œuvre et l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique. Les Parties ont, au fil du temps, pris des décisions en vue d'accroître l'efficacité des efforts mondiaux visant l'atténuation et l'adaptation. Les principaux résultats atteints à ce jour incluent l'adoption et l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, ainsi que, depuis 2005, le lancement de plusieurs cycles de négociations au sein des deux organes subsidiaires non permanents que sont le Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme et le Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I. Il était initialement prévu que les négociations menées dans ces instances seraient terminées lors de la quinzième session de la Conférence des Parties tenue à Copenhague. La division entre les groupes et les pays participant aux négociations a toutefois empêché la réalisation de cet objectif. Les négociations se sont donc poursuivies. La Conférence de Cancún (seizième session) a consolidé l'accord politique conclu à Copenhague. La dix-septième session de la Conférence des Parties et la septième réunion des Parties au Protocole de Kyoto (ci-après dénommées Conférence de Durban) doivent ainsi être comprises en tant que composantes des efforts mondiaux menés pour affiner et consolider le cadre réglementaire international sur les changements climatiques.

À l'occasion de la Conférence de Durban, la Commission de l'Union africaine (CUA), la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Banque africaine de développement (BAD) et la République sud-africaine ont facilité, au sein de la structure dénommée Pavillon Afrique, l'organisation de tables rondes, d'expositions et de manifestations parallèles. Ces événements faisaient suite à une décision adoptée par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, lors de sa seizième session ordinaire tenue en février 2011 à Addis-Abeba (Éthiopie). Cette décision prévoyait que les diverses activités organisées seraient centrées sur les changements climatiques et le développement de l'Afrique. Le présent rapport expose les principales activités tenues à cette occasion. Plusieurs lacunes nécessitant des recherches scientifiques ou des mesures stratégiques ont été identifiées lors des tables rondes et des manifestations parallèles; des bonnes pratiques, identifiées, et des recommandations stratégiques, formulées. L'objectif du présent rapport est d'informer les professionnels et les organisations engagés dans la lutte contre les changements climatiques et le développement de l'Afrique des principaux résultats obtenus lors du Pavillon Afrique. Ce dernier ayant eu lieu dans le contexte de la Conférence de Durban, le rapport présente également brièvement ses principaux résultats.

1.1 Historique du Pavillon Afrique

1.1.1 Organisation

Suite à la décision confiant à la République sud-africaine la responsabilité d'accueillir la conférence annuelle sur le climat, le sommet de l'Union africaine a chargé sa Commission d'organiser, en concertation avec le pays-hôte et la BAD, la présence d'un Pavillon Afrique [Assembly/AU/Dec.342 (XVI)]. La CUA, le gouvernement sud-africain et la BAD ont ensuite formé un comité directeur qui était secondé par un comité consultatif et présidé par le Directeur de l'économie rurale et de l'agriculture de la Commission. Ce comité consultatif était assisté, à son niveau, par trois sous-comités: le sous-comité technique, présidé par le Coordonnateur du Centre africain pour les politiques climatiques, basé à la Commission économique pour l'Afrique

« Le Pavillon Afrique est le fruit d'un partenariat entre la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement, la Commission économique pour l'Afrique et le gouvernement sud-africain. Il offre à divers acteurs la possibilité de montrer certaines des initiatives et activités majeures menées en Afrique dans la lutte contre les changements climatiques et le développement. Cet esprit de coopération permettra aux discussions et négociations de se centrer sur ces deux dimensions. » Aly Abu-Sabaa, Président du Comité de coordination sur le changement climatique (BAD)

« Ces activités marqueront un changement dans le mode de participation de l'Afrique aux conférences des Parties à la CCNUCC. »

Youba Sokona, Coordonnateur au CAPC (CEA)

« Le pavillon est un plaidoyer puissant en faveur du continent africain. Les visiteurs exprimeront des idées, imagineront l'avenir et pourront même le toucher du doigt. Il est une innovation réussie. Il est emblématique de l'Afrique prise dans son ensemble. Il est également un plaidoyer en faveur de la conférence. »

Le Président Jacob Zuma, lors de l'inauguration du pavillon

(CAPC/CEA), le sous-comité pour les médias et la communication, présidé par le Directeur de l'information et de la communication de la CUA et le sous-comité logistique, présidé par l'Afrique du Sud.

L'objectif du Pavillon Afrique était de permettre des échanges incluant:

- Des débats sur le contexte des questions et thèmes liés aux changements climatiques en Afrique relevant du cadre global du développement durable de l'Afrique;
- Des décideurs, praticiens, chercheurs et représentants communautaires africains, en vue de définir les lacunes et les attentes en matière de connaissances, d'orientations stratégiques, de mesures et de services techniques, y compris pour le grand public;
- Le partage des connaissances entre les décideurs, les praticiens, les chercheurs et les négociateurs;
- L'identification des stratégies, pratiques et recommandations scientifiques concernant les parties prenantes;
- La valorisation des recherches scientifiques de qualité, des expériences de terrain et des stratégies éclairées.

1.1.2 Établissement et fonctionnement

Le Pavillon Afrique était présent dans le bâtiment situé en face du Centre de conférences de Durban où se tenaient les négociations sur le climat. Les négociateurs, observateurs et participants passaient devant lui pour se rendre au Centre de conférences. Il comprenait trois salles dévolues aux manifestations parallèles (salles Forêt tropicale, Fleuve et Désert), plusieurs stands d'exposition, un espace pour le réseautage composé de tables et de chaises, un espace de travail équipé de connexions Internet, un espace professionnel réservé aux hauts fonctionnaires de la CUA, de la BAD et de la CEA, une salle de conférence, une salle de réunion, une salle de presse et, en guise de décoration, une représentation simplifiée des forêts tropicales congolaises mettant en scène des animaux, une cascade, des chants d'oiseau et une cabane forestière.

Le pavillon a été officiellement inauguré par trois dirigeants africains: le Président Jacob Zuma (Afrique du Sud), le Président Idriss Deby (Tchad) et le Vice président Fernando da Piedade Dias dos Santos (Angola). Ces dirigeants ont souligné la nécessité, pour l'Afrique, de parler d'une seule voix pendant la durée de la conférence.

Le présent rapport offre une synthèse des manifestations tenues au pavillon. En raison de leur nombre (plus de quarante), il ne rend compte que des plus importantes d'entre elles. Leur liste complète figure à l'annexe A qui présente également un résumé des principaux résultats de la Conférence de Durban.¹

Sept tables rondes ont eu lieu au pavillon autour de plusieurs thèmes. Des créneaux horaires ont en outre été définis pour les manifestations parallèles organisées par la CUA, la BAD et la CEA. Un appel a également été lancé aux organisations désireuses de participer à ces débats sur les divers aspects des changements climatiques en Afrique.

Les stands d'exposition ont représenté un autre élément important du pavillon. Plusieurs organisations ont saisi l'occasion offerte pour faire connaître leurs activités et pratiquer la mise en réseau. Veuillez consulter l'annexe B pour connaître la liste des organisations ayant animé un stand d'exposition.

Les activités du pavillon ont été organisées de manière à permettre aux discussions, dialogues et débats tenus dans le cadre des tables rondes, des expositions, des manifestations parallèles et des espaces spécialisés d'être orientés vers la Journée de l'Afrique. Chaque jour, de nombreux représentants et observateurs, africains ou non, étaient présents dans les divers espaces pour partager, autour de produits de restauration, des informations et des connaissances sur les questions d'intérêt majeur pour l'Afrique.

1.2 Structure du rapport

Le présent rapport rend compte, dans sa première section, de la Journée de l'Afrique et de son débat de haut niveau sur le thème: Priorité au développement et financement climatique. Ce débat ayant couvert, à lui seul, l'ensemble des thèmes des diverses tables rondes, le présent rapport a choisi de lui accorder la préséance. Une autre section met en lumière les éléments des sept tables rondes centrées sur différents thèmes. En raison du nombre des manifestations parallèles (plus de quarante), le rapport porte seulement sur certaines d'entre elles. Il est à espérer que les organisations et les professionnels spécialisés dans la lutte contre les changements climatiques et le développement en prendront connaissance en vue d'identifier de nouveaux domaines de travail et d'engagement.

2. Journée de l'Afrique: Priorité au développement et financement climatique

2.1 Introduction

Les diverses activités du Pavillon Afrique ont culminé avec la Journée de l'Afrique, le 8 décembre 2011. Les participants ont été accueillis par M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, qui a noté que: « L'Afrique [était] venue, en rangs serrés, aux discussions de Durban sur le climat. Si tel n'avait pas été le cas, elle n'aurait pas été entendue, ni même en mesure de promouvoir ses intérêts. Or, elle a participé d'une seule voix aux discussions. Les fruits [étaient] visibles: sa voix a été écoutée. Il n'y aura donc ni gagnant ni perdant. Quand l'Afrique gagne, c'est nous tous qui gagnons ; dans le cas inverse, c'est nous tous qui perdons ».

Durant la Journée de l'Afrique, un débat de haut niveau a eu lieu sur le thème: « Priorité au développement et financement climatique ». Il a réuni M. Meles Zenawi (Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie), M. Jean Ping (Président de la Commission de

¹ Le Centre africain pour les politiques climatiques finalise un document sur les résultats de la Conférence de Durban, lequel complètera le présent résumé.

l'Union africaine), M. Abdoulie Janneh (Secrétaire adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique), M. Donald Kaberuka (Président de la Banque africaine de développement), Lord Nicholas Stern (Professeur d'économie et d'administration publique à la London School of Economics), M. Kandeh Yumkella (Directeur général de l'ONUDI), M. Henri Djombo (Ministre de l'économie forestière de la RDC) et M. Trevor Manuel (Coprésident du comité transitoire du Fonds vert pour le climat).



2.2 Priorités régionales



M. Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et Coordonnateur du Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur les changements climatiques, a prononcé un discours inaugural. Il a vanté les mérites de la méthode régionale (position commune de l'Afrique sur les changements climatiques et négociations d'une seule voix) adoptée par les dirigeants africains dans la recherche de solutions pour les défis climatiques. Il a mentionné à ce sujet trois programmes régionaux prioritaires pour l'Afrique: la protection du bassin du Congo, la revitalisation du lac Tchad et la mise en place de l'initiative de la Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel.



2.3 Changements climatiques dans le contexte du développement africain

Le discours inaugural de M. Zenawi a été suivi du discours liminaire de Lord Nicholas Stern, Professeur d'économie et d'administration publique à la London School of Economics. Lord Stern a souligné le fait que l'Afrique peut opter pour des solutions novatrices, et cité l'exemple des petites exploitations kenyanes de thé.² Il a également attiré l'attention des participants

²En citant cet exemple, Lord Stern s'inspirait des conclusions d'une étude de terrain qu'il avait menée à la fin des années 1960 au Kenya sur l'Autorité kényane du thé et ses efforts en faveur de la culture du thé, de sa transformation et

sur le fait que l'Afrique faisait la une de *The Economist*, sous le titre *Africa rising*.³ Il a rappelé la réelle difficulté de maintenir le réchauffement climatique mondial à moins de 2 °C par rapport au niveau préindustriel, et constaté le risque d'aggravation des changements climatiques. Il a mis en garde contre toute approche différenciée de l'adaptation et de l'atténuation, et cité l'exemple de l'irrigation pour montrer que les activités de lutte contre les changements climatiques intégraient souvent cette double dimension. Une activité améliorant le fonctionnement et la qualité des systèmes d'irrigation produirait par exemple des bénéfices dans ces deux domaines.⁴ Lord Stern a évoqué la situation actuelle des marchés des capitaux pour souligner le fait qu'ils n'étaient pas suffisamment compétents dans la gestion des risques à long terme. Il a déclaré que les solutions à faible taux de carbone présentaient des risques qui diminuaient avec le temps tandis que celles à forte intensité de carbone étaient peu risquées à court terme, mais très dangereuses à longue échéance. Il a souligné l'importance du financement d'appui à la nouvelle révolution industrielle. Il a conclu son propos en déclarant qu'il était plus important de faire preuve de volonté politique que de publier des rapports innombrables.

2.4 Le cas du développement à faible taux de carbone en Afrique

Le Premier Ministre Meles Zenawi a défendu le modèle du développement à faible taux de carbone en Afrique. Il a signalé que les prix pratiqués favorisaient déjà, dans certains cas, l'énergie propre. Du fait de l'enchérissement des carburants fossiles et de l'exclusion inéluctable des pays africains du marché, ces derniers auraient tout intérêt, a affirmé M. Zenawi, à favoriser le développement à faible taux de carbone dans l'énergie et plusieurs secteurs. Selon ses termes, « si le développement durable vert constituait l'une des options offertes aux autres continents, il était la seule solution possible pour l'Afrique ». Il a fait valoir qu'il n'était pas logique de suivre une voie de développement à pollution élevée pour la seule raison que les autres le faisaient.

de son exportation par les petits exploitants. Le thé est normalement considéré comme une culture d'État. Toutefois, grâce à la prestation de services de vulgarisation agricole et d'infrastructures (routes de qualité), le gouvernement a réussi à faire de ce modèle d'exploitation un franc succès. Voir Nicholas Stern, *A strategy for development* (Publications de la Banque mondiale, 2002).

³ The Economist: "The hopeful continent: Africa rising" (3 décembre 2011) <http://www.economist.com/node/21541015>

⁴ Voir par exemple, à ce propos, Hanh H. Dang *et al*, "Synergy of adaptation and mitigation strategies in the context of sustainable development: the case of Vietnam" (2003) 3 (supplément) Climate Policy S81-S96 (Concluant que « l'adaptation n'est pas nécessairement opposée à l'atténuation, ni son substitut, car plusieurs de ses solutions favorisent également l'atténuation efficiente à long terme et, à l'inverse, plusieurs mesures d'atténuation facilitent l'adaptation telle qu'elle est prévue. Toute stratégie nationale complète sur le climat qui serait en mesure d'assurer l'équilibre entre les instruments de l'atténuation et ceux de l'adaptation, et d'optimiser ainsi les synergies possibles entre eux, garantirait son efficience sociale et économique, et offrirait aux pays, malgré les nombreuses incertitudes scientifiques, des opportunités accrues en matière de développement durable. Cette réalité est particulièrement importante au regard de la limitation des ressources financières et humaines des pays en développement »).

2.5 Financement climatique pour l'Afrique

2.5.1 Le financement climatique dans le contexte de la crise financière et économique mondialisée



M. Donald Kaberuka a rappelé la prévalence de la crise financière et économique ainsi que la nécessité, pour le monde, de parvenir à une croissance économique du même type que celle de l'Afrique. Sur la question des financements, il a appelé de ses vœux un appui équitable qui « fût à même de garantir la justice... car il ne suffisait pas de créer des instruments internationaux pour y parvenir. L'accès autorisé à l'Afrique, qui représentait moins de 12 % du total, n'était pas satisfaisant. Il convenait de lui assurer équité et justice ».

2.5.2 Sources du financement climatique

M. Zenawi a insisté sur le fait que les financements devaient faire preuve de justice. Il a affirmé qu'il serait naturel et légitime que l'Afrique fût indemnisée pour les dommages causés à ses économies du fait des changements climatiques, et les services qu'elle fournissait en matière d'atténuation. Il a toutefois soutenu que l'argument sur la fatalité de la pollution de notre environnement n'était pas loyal. Le coût induit par les dommages environnementaux devait être couvert par les entités polluantes qui n'avaient laissé aucun espace intact sur le continent.



M. Abdoulie Jannah a déclaré que les financements climatiques devraient provenir de sources novatrices. Il a également indiqué que si la contribution de l'Afrique aux changements climatiques était modeste, les pays avaient tout intérêt de suivre une voie de développement à faible intensité de carbone. Il a mis en évidence la nécessité de prioriser les sources de financement novatrices. Lord Stern a rappelé que la levée de fonds était une chose, et leur sanctuarisation, une autre, et que la méthode éthiopienne, qui consistait à démultiplier et corréliser les sources de

financement relevant, par exemple, du secteur privé, était judicieuse. Il a souligné l'importance de rechercher les financements du secteur privé pour compléter les ressources publiques. Les experts ont rappelé, à ce sujet, l'importance majeure de recourir aux fonds publics pour obtenir des investissements qui étaient, par nature, plus privés que publics. Cette option devait également inclure le sage usage des recettes provenant de l'exploitation des ressources naturelles abondamment présentes dans de nombreux pays africains.

Suite à l'Accord de Copenhague, dans lequel les pays développés s'étaient engagés à fournir 30 milliards de dollars américains de financements à court terme et à mobiliser 100 milliards de dollars américains de financements à long terme pour les pays en développement d'ici à 2020, le Secrétaire général des Nations Unies avait établi un Groupe consultatif de haut niveau sur le financement de la lutte contre les changements climatiques pour rendre compte des sources de financement possibles. M. Trevor Manuel a brièvement présenté le rapport sur les financements climatiques et approuvé sa conclusion qui affirmait qu'il était difficile, mais néanmoins possible, de lever 100 milliards de dollars américains par an d'ici à 2020. L'une des possibilités envisageables consistait à imposer une modeste taxe sur le transport et les transactions financières. Il a ensuite orienté son discours vers la question de l'allocation des fonds, et souligné la nécessité de renforcer les communautés économiques régionales et de faciliter l'intégration régionale.

2.5.3 Éthique du concept de « pollueur-payeur »



La question a été soulevée de savoir si les entités polluantes pourraient payer une taxe leur permettant d'accroître leur pollution sans être obligées de la réduire. Il a été observé que les industries devraient non seulement acheter des crédits, mais également « nettoyer » leurs activités. Il a également été affirmé que les mécanismes de flexibilité prévus par le Protocole de Kyoto, tels que l'échange des droits d'émissions et le Mécanisme pour un développement propre (MDP), devaient demeurer des options complémentaires des mesures nationales d'atténuation.

2.6 Énergie et développement en Afrique

2.6.1 L'énergie dans le contexte de la production primaire et de l'emploi

M. Kandeh Yumkella a souligné que le traitement des matières premières et la création d'emplois destinés aux jeunes de plus en plus urbanisés nécessitaient des sources d'énergie bon marché. Il a estimé que la problématique des changements climatiques serait mieux traitée si elle était considérée comme porteuse de richesses et de bien-être. M. Yumkella a également mentionné le fait que l'Afrique avait contribué aux deux dernières vagues de l'industrialisation, par ses travailleurs esclaves et ses matières premières bon marché, et contribuerait, selon toute probabilité, à sa troisième vague. Il a soutenu que l'Afrique ne pouvait plus se positionner en tant que victime, mais s'engager, en amont, dans la résolution des difficultés posées par les changements climatiques.



M. Henri Djombo a souligné le fait que la protection des forêts était assurée par la croissance économique. Il était donc crucial d'accompagner financièrement la croissance économique sans laquelle la richesse forestière et écologique du continent ne pourrait être protégée. Il a en outre fait remarquer que « l'accès aux crédits carbone était long et complexe. L'Afrique devait dorénavant bénéficier de sources de financement équitables et transparentes ».

2.6.2 Rôle du charbon dans le développement de l'Afrique



M. Manuel a rappelé que l'économie sud-africaine reposait sur le charbon. Il a déclaré que son avenir énergétique dépendait également du charbon et qu'il n'y avait aucune raison de ne pas investir dans la recherche et les technologies liées au charbon épuré. Il a également souligné la nécessité de mener des études sur l'énergie solaire et les autres formes d'énergie. Il a réaffirmé qu'il convenait d'investir dans des activités porteuses d'efficacité énergétique.

M. Meles Zenawi s'est déclaré en faveur des centrales au charbon sud-africaines, dont la raison d'être reposait sur les abondants gisements de charbon que le pays était en mesure d'exploiter, et l'obligation d'économiser l'électricité. Il était parfaitement logique d'exploiter les ressources pétrolières, de les exporter partiellement, et d'investir par ailleurs dans les énergies renouvelables et le développement à faible taux de carbone, tout en sécurisant l'avenir énergétique du pays.

2.7 Négociations sur le climat et stratégies africaines

2.7.1 Positions de négociation divergentes des pays en développement



La question de l'opposition existant entre, d'une part, la position africaine et, d'autre part, les positions chinoise et indienne, a été abordée. M. Jean Ping a insisté sur le fait que l'appartenance de l'Afrique au groupe des pays en développement ne signifiait pas nécessairement que les positions de ces pays étaient les mêmes en toutes circonstances. Il a signalé que l'Afrique avait donné l'exemple d'une position de négociation commune en parlant d'une seule voix, et obtenu, par là, des résultats encourageants. Il a fait observer que, comme noté précédemment, l'Afrique était davantage prise au sérieux lorsqu'elle parlait d'une seule voix. Cette attitude aidait les pays africains à s'engager, de manière productive, dans des partenariats stratégiques incluant l'établissement et la préservation d'alliances intéressantes.

2.7.2 Stratégies et investissements du secteur privé

M. Zenawi et Lord Stern ont tous deux assuré que la clarté et la solidité des stratégies étaient de toute première importance aux yeux du secteur privé. Les économies développées pourraient, dans ce domaine, montrer l'exemple mais les pays en développement devraient, eux aussi, produire des stratégies précises et prévisibles, de manière à bénéficier des futurs flux de financement.

2.7.3 Intégration régionale

M. Djombo a préconisé, dans sa conclusion, l'unité dans la diversité. M. Manuel a souligné la nécessité du rôle prédominant que les communautés économiques régionales devaient assumer pour surmonter les défis posés par les changements climatiques et le développement. M. Kaberuka a signalé que si dix ans auparavant, *The Economist* avait qualifié l'Afrique de « hopeless continent », il était aujourd'hui largement admis que ce dernier détenait les clés de l'avenir.⁵ M. Ping a souligné la nécessité de parler d'une seule voix en respectant l'adage « une seule Afrique, un seul message ». M. Zenawi a fait remarquer qu'un seul avenir s'offrait à l'Afrique, celui de l'économie verte. M. Janneh a souligné la nécessité d'organiser des débats nationaux et de procéder à des changements au-delà des frontières nationales. Lord Stern a indiqué que le caractère inévitable et bénéfique des changements devait être admis si le continent voulait survivre. Il convenait, dans ce processus, de combiner l'adaptation et l'atténuation sous peine de perdre des opportunités.

3. Tables rondes

3.1 Introduction

Sept tables rondes ont été organisées au Pavillon Afrique autour des thèmes suivants:

- **Changements climatiques et adaptation en Afrique:** coût, domaines prioritaires, données d'expérience et défis.
- **Régimes REDD+, forêts et développement en Afrique:** situation et perspectives des projets REDD+ en Afrique, évaluation de leur contribution au développement et de leur capacité d'attirer les financements climatiques, institutions et capacités requises.
- **Information sur les changements climatiques et ressources en eau en Afrique:** données climatiques, information et développement des ressources en eau en Afrique.
- **Agriculture et sécurité alimentaire en Afrique:** avancées africaines dans le domaine de la sécurité alimentaire et défis à relever dans le secteur des changements climatiques pour assurer la sécurité alimentaire et le développement durable.
- **Développement à faible taux de carbone et accès à l'énergie en Afrique:** situation actuelle de l'accès à l'énergie en Afrique, avenir du développement énergétique à faible taux de carbone et élargissement de l'accès aux services énergétiques.
- **Vulnérabilité aux changements climatiques et prévention des catastrophes:** réduction et gestion des risques de catastrophe et adaptation aux changements climatiques en Afrique.
- **Financement climatique destiné à l'Afrique:** données d'expérience africaines sur le financement climatique et le développement, et vision de l'Afrique pour le développement lié aux financements climatiques (incluant le Fonds vert pour l'Afrique)

⁵M.Kaberuk faisait référence à un article publié dans *The Economist* trois ou quatre jours avant la manifestation. L'article était intitulé *Africa's hopeful economics, The sun shines bright, The continent's impressive growth looks likely to continue*. Il a déclaré qu'il était regrettable que l'Afrique ait été qualifiée de « hopeless continent ». Voir l'article sur <http://www.economist.com/node/21541008>

par opposition aux autres sources de financement et aux recettes fiscales utilisées par exemple pour accompagner l'adaptation.

Les experts présents aux tables rondes étaient des ministres, des praticiens, des chercheurs, notamment des responsables gouvernementaux, des représentants d'organismes internationaux et d'organisations non gouvernementales, des scientifiques et des acteurs du secteur privé.

3.2 Changements climatiques et adaptation en Afrique

3.2.1 Contexte

L'Afrique, qui avait contribué le moins à l'accroissement de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, risquait pourtant d'être la plus affectée par ses effets. Cet accroissement entraînait une augmentation des températures par rapport au niveau préindustriel, une modification des régimes des précipitations, la multiplication et l'aggravation des événements météorologiques extrêmes (tels que la sécheresse et les inondations) ainsi que l'élévation du niveau de la mer. Il exerçait un impact sur la production alimentaire, l'approvisionnement en eau, la santé publique et les écosystèmes. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoyait que les rendements de l'agriculture pluviale de certaines régions africaines pourraient baisser d'au moins 50 % d'ici à 2020, tandis que 75 à 250 millions de personnes pourraient subir des pénuries d'eau. Les conséquences économiques et humaines de ces impacts étaient en outre aggravées par la faible capacité d'adaptation de l'Afrique qui résultait du bas niveau de développement du continent, de la pauvreté généralisée et de la prévalence de secteurs économiques sensibles au climat (tels que l'agriculture et l'élevage). La capacité d'adaptation évoluait selon le niveau des richesses, des technologies, de l'éducation, de l'information, des compétences professionnelles, des infrastructures, de l'accès aux ressources, de facteurs psychologiques et des capacités de gestion. L'adaptation aux changements climatiques serait d'autant plus durable et fructueuse qu'elle reposerait sur des systèmes de gouvernance efficaces, le respect des droits civils et politiques et un taux d'alphabétisation adéquat.

L'adaptation était un impératif pour l'Afrique, indépendamment de l'existence, ou non, des efforts mondiaux nourris pour l'atténuation. En Afrique, les principales pratiques de l'adaptation incluaient la diversification des activités de subsistance, la création d'institutions officielles et privées, l'ajustement des opérations agricoles, la consolidation des marchés de l'emploi, la protection des migrations, l'établissement des prévisions saisonnières incluant des outils d'appui à la prise de décisions et des mécanismes de diffusion. D'autres pratiques étaient en cours d'évaluation, notamment la création de réserves de céréales adéquates, les assurances météorologiques, les subventions aux prix des denrées alimentaires et les transferts monétaires. La planification et la mise en œuvre des mesures d'adaptation rencontraient toutefois des difficultés considérables du fait de la capacité limitée du continent dans la gestion des risques, de l'insuffisance des prévisions d'appui aux pratiques agricoles et aux risques sanitaires et de la nécessité de se préparer à l'utilisation des biotechnologies.

L'Afrique aurait ainsi besoin de ressources techniques et financières importantes pour réussir son adaptation. Le coût mondial et régional de l'adaptation avait fait l'objet de diverses estimations. La Banque mondiale estimait par exemple qu'elle pourrait coûter à l'Afrique près de 18 milliards de dollars annuellement (aux prix de 2005). Il convenait de noter que le coût fixé par le rapport pour l'adaptation et les dommages causés par l'absence de mesures se fondait sur des études restreintes couvrant les zones côtières, les bassins fluviaux, les contraintes biophysiques et les tensions sociales. Ces études, malgré leurs limites, montraient clairement que le coût de l'absence d'initiatives était beaucoup plus élevé qu'en cas d'action.

L'objectif de la présente table ronde était d'attirer l'attention sur la grande vulnérabilité de l'Afrique à l'égard des changements climatiques, d'examiner les difficultés rencontrées par les pays de la région dans la création de capacités d'adaptation et d'explorer les possibilités existantes en matière de développement résilient au climat. La table ronde a traité plusieurs questions incluant, sans s'y limiter:

- Quels étaient les secteurs cruciaux en matière d'adaptation en Afrique ?
- Quels étaient les domaines d'intervention centraux de l'adaptation en Afrique ?
- Quelles étaient les méthodes et mesures nécessaires pour renforcer l'adaptation en Afrique ?
- Quel était le niveau de résilience aux changements climatiques des investissements menés dans les infrastructures, la planification et le développement ?
- Quels investissements les pays africains, les entreprises, les agriculteurs et les parties concernées mèneraient-ils dans la résilience climatique ?
- Comment mettre à profit les financements destinés à l'adaptation en Afrique ?

Grâce à ses tables rondes, ses conférences et son exposition sur la forêt tropicale, le Pavillon Afrique réunira nos dirigeants pour parler de l'avenir du continent et du financement climatique. Il aidera nos négociateurs, consolidera notre position commune et appuiera notre hôte, la République sud-africaine, dans son mandat de Présidente de la dix-septième Conférence des Parties ».

Abebe Haile Gabriel, Directeur de l'économie rurale et de l'agriculture (CUA)

3.2.2 Experts et modérateur

La table ronde, animée par M. Abebe Haile Gabriel, Directeur de l'économie rurale et de l'agriculture (Commission de l'Union africaine), a rassemblé les experts suivants:

- Mme Fatima Denton, Directrice du programme Adaptation aux changements climatiques en Afrique
- M. Saleemul Huq, Chercheur principal au Groupe sur le changement climatique de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)
- M^{me} Heather McGray, World Resources Institute (WRI)
- M. Tom Downing, président et directeur général de la société Global Climate Adaptation Partnership (GCAP)
- M. Richard Muyungi, sous-directeur à la Division de l'environnement au Cabinet du Vice-Président (Tanzanie)

3.2.3 Bien-fondé de l'adaptation en Afrique

Des arguments ont été émis en faveur de la planification et de la mise en œuvre de mesures d'adaptation. Il a également été noté que les pays en développement et les pays les moins avancés avaient été des précurseurs dans la planification de l'adaptation. Si l'attention s'était davantage portée, ces dernières décennies, sur les mesures d'atténuation, une dynamique se manifestait dorénavant en faveur des mesures d'adaptation. Un certain nombre de pays en développement et de pays les moins avancés avaient formulé et commencé à mettre en œuvre des mesures en ce sens. Dans le cadre de la CCNUCC, un groupe d'experts avait été établi pour fournir aux pays les moins avancés des directives et avis sur la préparation et la mise en œuvre d'une stratégie sur les programmes nationaux d'action pour l'adaptation, ainsi que des listes d'activités prioritaires répondant à leurs attentes urgentes en matière d'adaptation. Il a été observé que ces programmes nationaux pouvaient s'étendre à moyen et long termes. Le problème du financement a été considéré comme un frein majeur lors de la phase de mise en œuvre des plans d'adaptation. Les pays ont été invités à mettre leurs actes en conformité avec leurs paroles, en concrétisant les plans pour lesquels

l'Afrique pouvait utiliser ses propres fonds. Ils devaient également encourager la participation du secteur privé.

Il a été indiqué que l'Afrique devait progresser dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'adaptation sans attendre l'aide des pays développés. Elle devait ainsi tirer des enseignements de l'expérience des régions en développement telles que l'Amérique latine et l'Asie. Cette ouverture renforcerait la collaboration Sud-Sud et contribuerait à réduire sa dépendance à l'égard des pays riches. Il a été suggéré que, dans ce contexte, l'expérience du Bangladesh inciterait à mobiliser diverses sources de financement, tant locales qu'internationales, et à reconnaître l'importance de l'appropriation et de l'apprentissage.

3.2.4 Principaux secteurs de l'adaptation et du développement en Afrique

Il a été préconisé que les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et de l'eau soient considérés comme des domaines d'intervention centraux pour l'adaptation, même si les autres secteurs étaient également importants en Afrique. L'agriculture a été identifiée comme le secteur le plus directement affecté par les changements climatiques et, par là, le plus prioritaire. La mise en œuvre d'activités d'adaptation transfrontières a été fortement encouragée. La nécessité de ces activités était illustrée par la situation des ressources en eau de l'Afrique. Il était estimé que 90 % de ses ressources en eau douce de surface étaient des lacs et des bassins fluviaux transfrontières. En raison de l'incidence des changements climatiques sur la qualité et la quantité des ressources en eau africaines, il était important de garantir la pertinence des mesures d'adaptation transfrontières.

3.2.5 Coût de l'adaptation

Au sujet des aspects économiques de l'adaptation et de l'évaluation de son coût, il a été avancé qu'étant une voie de développement, l'adaptation ne pouvait faire l'objet d'aucun mesurage. Son coût réel dépendait des options créées. Le coût économique de l'adaptation était considérable en Afrique mais il convenait de ne pas oublier la vision d'ensemble qui prévoyait la construction d'un monde meilleur. Il importait ainsi d'accroître les investissements dans l'information, la science et la recherche.

3.2.6 Nécessité de la résilience aux chocs climatiques, des processus et des résultats

La table ronde a signalé la nécessité de transformer le mode de résilience et d'améliorer sensiblement sa planification. Il a été remarqué à cet égard qu'il convenait d'orienter la planification, notamment celle stratégique, vers le long terme. Cette décision pourrait exiger de repenser la forme actuelle des capacités institutionnelles en vue de compléter la vision à long terme de l'adaptation.

Les pays ont été invités à faire preuve de créativité et de vigilance à l'égard des processus liés à ces impératifs. Il convenait d'adopter une approche intégrée, permettant aux parties prenantes d'exercer une influence sur le choix des voies durables. Les communautés devaient être consultées car leurs connaissances autochtones étaient précieuses et très utiles lors des initiatives sur l'adaptation. Deux types d'adaptation ont été identifiés: l'adaptation planifiée et l'adaptation autonome (populations locales). Cette dernière revêtait un caractère crucial du fait du retard fréquent des aides des autorités centrales. Il a également été indiqué que la question de l'égalité des sexes devait être prise en compte puisque les femmes et les enfants étaient les membres les plus vulnérables de la société.

3.3 Régimes REDD+, forêts et développement en Afrique

3.3.1 Introduction

La forêt remplissait un grand nombre de fonctions, notamment des services environnementaux et climatiques, au niveau local et mondial. Il existait divers instruments juridiques et non juridiques internationaux sur les problématiques de la sylviculture. Ces instruments incluaient la CCNUCC, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la Convention sur la diversité biologique.

Malgré les diverses initiatives émanant des cadres internationaux tels que ces instruments, les forêts africaines étaient menacées par le déboisement. Les contrats conclus avec les entreprises commerciales de bois de sciage et d'exploitation minière étaient très lucratifs dans les zones forestières. Les populations forestières pratiquaient la culture sur brûlis. Les autres facteurs recensés incluaient la gestion des terres et l'inexistence, la fragilité ou la non-application des cadres stratégiques.

La CCNUCC a reconnu de longue date le rôle des forêts en tant que puits de carbone. Elle a appelé l'ensemble des États Parties à prendre des mesures pour réduire les émissions par les sources et à *favoriser leur absorption par les puits*. Le Protocole de Kyoto a également encouragé les pays ayant pris des engagements quantitatifs en matière d'émissions à stimuler la capacité d'absorption des puits de leur territoire, notamment dans les zones forestières. Deux des mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto (organe de mise en œuvre et MDP) étaient spécialisés dans les activités de déboisement et de reboisement. L'idée était de créer un marché pour les crédits justifiés par la réduction des émissions et le carbone séquestré, eux-mêmes étant dus aux activités de reboisement. Cet encouragement à mener des activités appropriées visait donc à restaurer la végétation et les arbres des terres déboisées. Les mécanismes de flexibilité ne fournissaient toutefois pas les incitations nécessaires pour maintenir les ressources forestières principalement présentes dans les pays en développement. Pour y remédier, des négociations ont été ouvertes sur la conception de mécanismes permettant d'octroyer, aux pays en développement, des incitations pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts. Dans le Plan d'action de Bali, il était convenu que les régimes REDD+ seraient l'un des éléments du prochain cadre juridique mondial sur les changements climatiques. Le terme de REDD+ faisait référence aux incitations et mesures stratégiques qui visaient à réduire les émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts, et au rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des puits de carbone forestier dans les pays en développement. Cette idée, qui était en cours d'élaboration depuis 2005, prévoyait l'octroi d'avantages financiers aux pays désireux de maintenir en l'état leurs forêts, et engageait les pays en développement dans l'effort mené à l'échelle mondiale pour lutter contre les changements climatiques. Plusieurs pays étaient engagés dans ce mécanisme à diverses phases. Les Accords de Cancún appelaient, pour leur part, à la mise en œuvre des programmes REDD+ en trois phases.

En Afrique, l'intérêt des entités économiques et commerciales régionales pour la lutte contre la déforestation s'était accru, du fait de ses incidences économiques et climatiques. Si les régimes REDD+ pouvaient entraîner le transfert de milliards de dollars, des pays industrialisés vers les nations du Sud, en générant la vente de crédits liés à la réduction des émissions, il restait à résoudre un certain nombre d'aspects concernant leur conception et leur mise en œuvre.

L'objectif de la présente table ronde était d'initier et d'approfondir la discussion sur la situation et les perspectives des régimes REDD+ en Afrique, sous l'angle de leur contribution au développement et de leur capacité à attirer les investissements et à établir les institutions et compétences requises. Cette discussion a notamment traité les questions suivantes:

- Au regard du niveau de mise en œuvre atteint pour les projets REDD+, quelles étaient les possibilités offertes pour améliorer le développement, les moyens de subsistance, la séquestration du carbone et la conservation des services écosystémiques forestiers en Afrique ?
- Dans quelle mesure les régimes REDD+ pouvaient-ils être renforcés pour favoriser le développement malgré les difficultés posées par le mesurage, la notification, la vérification, la gouvernance et les attentes des populations ?
- Quels enseignements tirer des projets pilotes REDD+ en Afrique, en Amazonie et en Asie ?
- Comment l'expérience des pays engagés dans ce processus pouvait-elle servir aux autres pays ?
- Que recommander pour les écosystèmes des savanes boisées tels que ceux d'Afrique orientale et occidentale ?
- Comment résoudre les difficultés liées à l'insuffisance des connaissances des communautés locales et des institutions gestionnaires lors des projets REDD+ ?
- Quelles étaient les forces et les faiblesses des diverses parties prenantes de la gouvernance forestière à l'échelle régionale, nationale et locale ?

3.3.2 Experts et modérateur

La présente table ronde, animée par M^{me} Mary Robinson, a eu lieu le 2 décembre 2011, en présence des experts suivants:

- M. Raymond Mbitikon, Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) ;
- M. Richard Eba'a Atyi, Coordonnateur pour l'Afrique centrale du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) ;
- M. Godwin Kowero, Coordonnateur du Forum forestier africain ;
- M. Armin Sandhoevel, groupe Allianz Climate Solutions ;
- M^{me} Clotilde Mollo Ngomba, Fonds forestier pour le bassin du Congo (FFBC).

3.3.3 Défis, opportunités et préparation aux financements REDD+

Les experts ont examiné les nombreuses données d'expérience des pays dotés de forêts tropicales ou sèches sur les difficultés et opportunités des régimes REDD+ en Afrique. Il a été noté avec inquiétude que l'appui international aux activités de préparation et de démonstration était limité aux seules forêts tropicales. Cette réalité ne tenait pas compte des importants services climatiques et environnementaux rendus par les forêts sèches.

Il a été indiqué que le niveau de préparation des projets REDD+ dans le bassin du Congo était un exemple à suivre car il avait atteint sa phase de mise en œuvre peu après la sécurisation des fonds.

3.3.4 Financements REDD +

Il a été signalé qu'il était urgent de sécuriser le financement des projets REDD+ ayant atteint la phase de préparation depuis plusieurs années. Il convenait instamment de garantir leur financement en ayant recours au secteur privé. Il a été observé à cet égard que les investisseurs s'inquiétaient des incertitudes entourant les financements REDD+. Il a ainsi été suggéré que les populations locales attirent les investisseurs en créant une étroite coopération avec eux, en les choisissant en fonction de leurs intérêts mutuels et en adoptant une méthode ouverte et transparente.

Les experts ont ajouté qu'en matière de financements REDD+, l'Afrique était en concurrence avec les autres continents.

3.3.5 Foresterie et agriculture en Afrique

Les experts ont présenté des méthodes combinant la foresterie et l'agriculture dans la perspective de doubler les bénéfices destinées aux populations locales, et de favoriser la gestion des ressources naturelles durables dans les plans de développement nationaux. Il a été noté qu'en Afrique, le principal facteur de déforestation étant l'agriculture (80 % du déboisement et de la dégradation des forêts), il était important d'y remédier pour assurer la réussite des projets REDD+. Il a été à cet égard suggéré d'orienter la moitié au moins des financements REDD+ vers la réduction de ces pressions.

3.3.6 Le rôle accru des gouvernements en Afrique

Il a été noté qu'en Afrique, la majeure partie des ressources forestières appartenait aux gouvernements et devaient s'ouvrir aux régimes REDD+. Malgré leur statut de propriétaire, les gouvernements ne contrôlaient pas de manière exclusive les ressources forestières. Les forêts étaient donc souvent, de facto, des ressources ouvertes, et des initiatives avaient lieu dans plusieurs pays pour décentraliser la gestion des forêts. Les régimes REDD+ pourraient pousser les gouvernements à revendiquer leurs droits sur certaines ressources intéressantes.

3.3.7 Régimes REDD+ et populations locales

La discussion a fait part des problèmes causés par l'incidence des initiatives REDD+ sur les populations locales, vu que leurs effets étaient très lents et peu enclins à susciter des investissements de leur part. Il a été noté que la participation communautaire devait ainsi s'accroître pour assurer la réussite des initiatives. Malgré l'appartenance juridique des forêts à l'État, les populations dépendaient de leurs ressources pour vivre et toute intervention souhaitant aboutir devait, de fait, engager les communautés locales.

3.4 Information sur le changement climatique et ressources en eau en Afrique

3.4.1 Introduction

L'Afrique était un continent richement doté en ressources naturelles telles que la terre, l'eau, la biodiversité et les minéraux. Ces ressources devaient être sensiblement développées pour assurer la transformation du continent et accroître la qualité de vie des peuples africains. Correctement utilisées et gérées, ces ressources pourraient contribuer à la création de systèmes agricoles résilients aux chocs climatiques, améliorer l'accès à l'eau potable et à l'énergie et favoriser le développement industriel.

La variabilité et le changement climatiques représentaient un défi majeur pour la durabilité du développement de l'Afrique. Si l'eau remplissait de nombreux rôles constructifs restés majoritairement inexploités, l'absence d'eau était très destructrice comme le montraient de nombreuses catastrophes africaines d'origine climatique. De même, la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et la famine en Somalie rappelaient combien les fluctuations climatiques pouvaient détruire la vie et les moyens de subsistance tandis que l'Afrique restait fortement vulnérable face à l'aggravation prévue des changements climatiques. C'était par l'eau, plus que par toute autre ressource, que la variabilité et les changements climatiques fragilisaient le plus la vie, le niveau économique et les moyens de subsistance des populations. Pour faire face à ces impacts néfastes et profiter des conditions favorables existantes, il était nécessaire de mettre en œuvre des stratégies

d'adaptation capables de réduire les vulnérabilités à l'égard de la variabilité climatologique et de bâtir une résilience contre les risques créés par le changement climatique. Ces stratégies incluraient la gestion efficace des risques climatiques, grâce à la mise en œuvre de stratégies de prévention encadrées par les activités de développement. Il s'agissait ainsi d'intégrer les questions climatiques dans la planification et les pratiques de développement. Les stratégies et mesures relatives aux questions climatiques seraient intégrées dans les stratégies de développement, la planification et la prise de décisions à tous niveaux.

En Afrique, l'insuffisance des données hydrométéorologiques, des analyses les concernant et de leurs utilisations fragilisait l'efficacité de la planification et de la gestion des ressources en eau et des catastrophes. Il était impérieux que les informations issues des réseaux hydrométéorologiques modernes et rapides présents en Afrique soient améliorées et partagées (en ayant recours aux systèmes basés à terre, utilisant l'Internet et les technologies de la communication, ou à tout autre moyen satellitaire à faible coût ou télémétrie). Cette nécessité concernait également les informations des systèmes de prévision et d'alerte faisant usage des technologies modernes de l'information et de la communication, ainsi que des outils d'appui aux décisions sur la gestion des risques climatiques. L'enjeu était en effet d'améliorer la gestion des ressources en eau et des catastrophes.

Le secteur de l'eau était très sensible aux changements et aux variabilités climatiques. Les changements climatiques exerçaient une incidence variable sur les réalités hydrauliques africaines. Leurs effets aggraveront, ou diminueront, le stress hydrique selon les régions. Les changements survenant dans les eaux de ruissellement et l'hydrologie étaient étroitement liés au climat et à son évolution complexe. En raison de l'insuffisance des données et des informations, l'interaction existant entre les changements climatiques et les eaux terrestres demeurerait par exemple obscure, même s'il ne faisait aucun doute que les changements climatiques affectaient la recharge et l'équilibre des ressources en eau, et préoccupaient les responsables africains en raison de la forte dépendance aux eaux terrestres agricoles. L'une des principales inquiétudes du secteur africain de l'eau concernait la limitation de l'accès aux ressources hydrauliques, elle-même étant due à l'insuffisance des infrastructures spécialisées dans l'approvisionnement en eau douce ou agricole, ainsi qu'à la faiblesse des capacités de gouvernance.

La gestion des variabilités et variations climatiques, pour être efficace, reposait sur l'utilisation intelligente des informations climatiques lors de la planification, et l'intégration systématique du risque climatique dans les décisions de développement. Pour concrétiser cette idée en Afrique, les services météorologiques et hydrologiques nationaux et les prestataires de services climatiques présents sur le continent devaient travailler au renforcement des réseaux d'observation et du contrôle de la qualité, gérer et échanger les données recueillies et développer la capacité à fournir un large éventail de services climatiques au développement durable.

Les changements climatiques faisaient peser une grave menace sur l'Afrique et les données climatiques, l'information, le développement et la gestion des ressources en eau étaient autant de domaines critiques qu'il convenait d'améliorer rapidement et de prioriser. Ces mesures permettraient à l'Afrique de brûler les étapes en matière de développement et de bâtir la résilience pour plusieurs raisons:

- Les données climatiques fondées sur la science, le partage des informations et les analyses des réseaux de données hydro-climatiques jouaient un rôle crucial dans la compréhension du phénomène climatique. Il était essentiel d'améliorer les compétences des services météorologiques et hydrologiques nationaux, des instituts nationaux de formation et de recherche sur le climat, des centres climatiques régionaux et de toute organisation liée au climat, afin de fournir des informations climatiques fiables et utiles.

- Les risques et catastrophes liés au climat, tels que les sécheresses, inondations et tempêtes, étaient des manifestations marquantes de la variabilité et des changements climatiques. Ces phénomènes devenaient extrêmes sous l'effet de la météorologie, de l'hydrologie et des nuisances dues à l'eau. L'efficacité des mécanismes d'adaptation reposait sur les investissements améliorant les prévisions météorologiques, le contrôle et la gestion des eaux terrestres.
- La croissance durable dépendait du développement des ressources en eau représentant un vaste potentiel inexploité par l'Afrique. Seulement 9 % du potentiel hydroélectrique était utilisé, seulement 7 % des terres cultivées était irrigué et seulement 65 % de la population africaine avait accès à l'eau potable. L'amélioration de la disponibilité en eau et de son utilisation pourrait accélérer le rythme du développement africain, contribuer à accroître la résilience des secteurs vitaux tels que l'agriculture, constituer une voie de développement à faible intensité carbonique (par l'exploitation de l'hydroélectricité) et produire des gains de santé grâce à l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement.

La table ronde a, dans ce contexte, permis des échanges sur l'identification des principales difficultés posées par les données climatiques, l'information et le développement des ressources en eau en Afrique. En se centrant sur la climatologie, les données, l'information, le rôle de l'eau dans la modernisation agricole, la production énergétique, la santé, la réduction de la pauvreté et la création de richesses, les discussions ont répondu aux questions suivantes:

- Que pouvaient faire les services hydrologiques et météorologiques nationaux pour accroître le volume et la pertinence des données et informations destinées notamment aux chercheurs, aux décideurs et aux agriculteurs ?
- Comment les organisations pouvaient-elles coopérer à la création et à l'amélioration de systèmes d'alerte précoce fiables pour servir l'économie, le développement et les populations ?
- Comment les abondantes ressources en eau de l'Afrique pouvaient-elles servir à transformer les secteurs énergétique et agricole ?
- Quels étaient les principaux impératifs en matière d'investissement pour limiter les catastrophes et risques liés à l'eau en Afrique ?
- Comment l'eau pouvait-elle être portée au premier rang des sujets négociés par la CCNUCC et des engagements politiques visant l'adaptation, l'atténuation et le développement ?
- Comment le débat sur les financements climatiques pouvait-il évoluer pour démultiplier les ressources destinées aux investissements dans l'eau en Afrique ?
- Quelles étaient les stratégies nationales et transfrontières et les interventions institutionnelles qui favorisaient l'adaptation dans les principaux bassins fluviaux ?

3.4.2 Experts et modérateur

La table ronde a été ouverte par M. Richard Masenyani Baloyi, Ministre sud-africain de la gouvernance coopérative et des affaires traditionnelles, et animée par M. Arba Diallo, Président du Partenariat ouest-africain de l'eau. Le débat a réuni:

- M^{me} Elena Hanaenkova (Secrétaire général adjoint de l'OMM) ;
- M. Saroj Jha (Fonds mondial pour la prévention des catastrophes et la reconstruction de la Banque mondiale) ;
- M. Seleshi Bekele (Spécialiste principal du climat et de l'eau au CAPC/CEA) ;

- M. Bai Maas Taal (Secrétaire exécutif du Conseil des ministres africains chargés de l'eau) ;
- M. Hareesh Bhojwani (Institut international de recherche sur le climat et les sociétés (IRI), Université de Columbia) ;
- Mme Ruth Beukman (Secrétaire exécutif du Partenariat sud-africain de l'eau).

3.4.3 Justification des investissements dans l'eau en Afrique

Il a été observé que les besoins en matière d'investissement étaient considérables malgré l'insuffisance des ressources et la nécessité d'une priorisation. Les raisons justifiant les services hydrométéorologiques n'ont toutefois pas été élaborées. Si l'argument a été défendu du fait de l'ampleur des besoins en matière d'investissement, la question a été posée de savoir par où commencer. Il a été proposé que des travaux liminaires s'assurent de la transmission des éléments d'information existants aux personnes pertinentes.

3.4.4 Collaboration transnationale

Il a été recommandé que les pays travaillent au niveau régional (en favorisant les partenariats régionaux) et non individuellement, pour obtenir de meilleurs résultats, et que les responsables politiques et les décideurs soient priés de faire progresser le niveau des technologies. Il convenait de coordonner les nombreux investissements réalisés de manière disparate. Il était nécessaire de mener des investissements régionaux, notamment dans la modélisation et la formation.

3.4.5 Impact des changements climatiques sur l'eau en Afrique

Il a été souligné que les effets des changements climatiques étaient plus marqués dans le cas de l'eau, dont les ressources étaient très variables dans le temps et l'espace. Quarante pour cent de la population vivait dans des zones arides et semi-arides ; seulement 8,3 % du potentiel hydroélectrique et 18 % du potentiel d'irrigation étaient développés. L'irrigation contribuait à seulement 7 % de la production agricole. Face à cette réalité, plusieurs activités visant l'adaptation ont été mises en avant, notamment la gestion et le stockage des eaux de pluie, le développement de l'irrigation et le renforcement de la productivité foncière. Le stockage nécessitait d'ailleurs d'importantes infrastructures.

3.4.6 Nécessité d'un programme global sur l'eau

Il a été noté qu'il serait nécessaire de défendre l'idée d'un programme de travail complet sur les ressources en eau, et d'examiner, pour ce faire, les règles et procédures des négociations climatiques menées dans le cadre de la CCNUCC.

3.4.7 Données et prévisions dans le secteur de l'eau

Sur la question des données et des prévisions, il a été noté qu'une grande partie des informations les concernant nécessitait d'être sauvegardée. Les divers moyens de communiquer et d'utiliser ces informations devaient également être identifiés. Il a été indiqué à cet égard qu'il restait beaucoup à faire pour transformer les informations en connaissances. La question des précieuses connaissances autochtones et localisées a été abordée et il a été recommandé de les protéger.

3.4.8 Nécessité du renforcement des institutions

Les institutions ont été désignées comme des acteurs critiques de l'évaluation de l'efficacité des mesures d'adaptation. Elles opéraient à différents niveaux et dans divers secteurs. Les changements climatiques et les problématiques de l'eau concernaient plusieurs secteurs et niveaux. Il a été affirmé qu'un engagement intersectoriel à niveaux multiples était ainsi impérieux.

3.4.9 Aspects de l'eau et des changements climatiques en Afrique: les « six I »

Un expert a résumé la discussion en présentant les « six I » de la gestion des ressources en eau, dans le contexte d'un climat évolutif:

- Intégration des méthodes;
- Informations transformées en connaissances;
- Inclusion des parties marginalisées;
- Institutions;
- Institutions dotées de capacités dans tous les secteurs et niveaux;
- Investissements dans l'adaptation et les infrastructures liées aux technologies et aux ressources naturelles.

3.5 Agriculture et sécurité alimentaire en Afrique

3.5.1 Introduction

L'agriculture était la principale source de revenus et d'emplois pour les Africains qui, par millions, dépendaient directement d'elle pour leur subsistance. La majeure partie de l'agriculture était toutefois traditionnelle et pluviale, et fortement vulnérable aux chocs d'origine climatique tels que les événements météorologiques extrêmes. Cette réalité était particulièrement patente dans les régions sèches où vivaient plus de 250 millions de personnes. L'agriculture africaine du XXI^e siècle rencontrait des difficultés de taille – elle devait, d'un côté, accroître sa production et, de l'autre, s'adapter aux changements climatiques et assurer la pérennisation de son environnement. Elle devait ainsi, pour y parvenir, se transformer et mettre en œuvre des procédures techniques, institutionnelles et financières novatrices.

Reconnaissant l'importance stratégique de l'agriculture pour le développement de l'Afrique, les chefs d'État et de gouvernement africains avaient adopté, en 2003, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) qui formait le cadre de l'accélération du développement agricole et de la transformation économique du continent. Ce programme visait l'augmentation de la croissance économique par le biais du développement axé sur l'agriculture, l'élimination de la faim, la réduction de la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il réduirait également la dépendance à l'égard des importations alimentaires et contribuerait à l'augmentation des recettes d'exportation. Dans la pratique, il aidait les pays à mener une réforme radicale du secteur agricole en adhérant aux principes « écologiques » d'une gestion durable des terres et de l'eau, l'idée étant d'investir au moins 10 % des budgets nationaux dans ce secteur. Le programme constituait l'un des cadres régionaux phares du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique créé par l'Union africaine.

Les modèles climatiques prévoyaient que les événements météorologiques extrêmes seraient plus fréquents et néfastes en Afrique. S'ils ne faisaient pas l'objet de mesures, ils accéléreraient la dégradation des sols, l'érosion, le déboisement, le surpâturage, les pratiques non durables, l'expansion des espèces exotiques envahissantes et la destruction de la biodiversité. Les événements météorologiques extrêmes pourraient également entraîner une multiplication des ravageurs et des

maladies des cultures. La variabilité des rendements s'accroît ainsi d'année en année, provoquant la volatilité des prix alimentaires au niveau local et mondial. Cette situation était particulièrement dangereuse pour les pays africains confrontés à des situations de déficit alimentaire.

En cas de non-occurrence d'une seule saison des pluies, la production agricole était déficitaire, l'approvisionnement alimentaire, réduit au niveau des foyers, les possibilités d'emplois agricoles, limitées, les recettes d'exportation, amoindries, et les importations alimentaires, démultipliées. Les crises alimentaires africaines de ces dernières années, qui avaient perturbé les modes de subsistance et nécessité d'importantes aides alimentaires externes, avaient été attribuées aux événements météorologiques extrêmes. Celles survenues en 1974, 1984-1985, 1992, 2002 et 2008, qui avaient affecté des millions de foyers ruraux, étaient notamment dues à la sécheresse. La crise alimentaire qui avait lieu au moment du présent rapport dans la Corne de l'Afrique était, elle aussi, causée par la sécheresse. Les changements climatiques exerçaient des incidences néfastes sur les systèmes dépendant du bétail. Les systèmes pastoraux, présents sur des terres agricoles marginales, subissaient d'ores et déjà un manque de pluies et par là, un déficit de pâturages et d'eau. Ils étaient également exposés à un stress thermique ainsi qu'aux ravageurs et aux maladies. La situation prévalant dans la Corne de l'Afrique illustre avec force ce que les communautés pastorales subissaient en cas de sécheresse.

Il convenait de déterminer les facteurs permettant à l'agriculture, au bétail, à l'utilisation des sols, aux forêts et à la gestion de l'eau d'accroître la productivité, de réduire les émissions, d'améliorer la séquestration, d'assurer la durabilité environnementale, d'augmenter les gains en matière de santé, de moderniser les modes de subsistance et de garantir la sécurité alimentaire.

Les gouvernements africains reconnaissaient que la lutte contre les effets des changements climatiques constituait une priorité de développement. Les solutions permettant de relever les défis posés par ces changements impliquaient de tenir compte de la grande diversité des zones agro-climatiques, des systèmes agricoles, des conditions socioéconomiques et des effets produits. La table ronde a notamment répondu aux questions suivantes:

- Quelles étaient les stratégies agricoles qui fournissaient/créaient des mécanismes incitatifs pour l'augmentation de la productivité et de la sécurité alimentaire ?
- Quel était le rôle des petits exploitants agricoles, des zones pastorales et des autres secteurs tels que le secteur privé dans les changements climatiques, la sécurité alimentaire et les programmes agricoles ?
- Comment perfectionner les technologies existantes et les pratiques exemplaires pour accroître la résilience des exploitations agricoles et l'agriculture climatique ?
- Dans quelle mesure l'Afrique pouvait-elle fournir les données et informations de qualité nécessaires aux connaissances scientifiques requises lors de la prise de décision (inclusion faite du renforcement des capacités humaines dans l'analyse et la recherche sur les changements climatiques) et de la promotion de l'agriculture sensible au climat ?
- Comment coordonner les différentes sources de financement pour défendre l'agriculture sensible au climat ?

3.5.2 Experts et modérateur

La table ronde, animée par M^{me} Angela Hansen (Directrice associée des pratiques agricoles et de sécurité alimentaire chez Dalberg) a eu lieu le 5 décembre 2011. Elle a réuni:

- M^{me} Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire au Département de l'économie rurale et de l'agriculture (Commission de l'Union africaine) ;

- M^{me} Sheila Sisulu, Directeur exécutif adjoint pour les solutions à la famine (Bureau du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial) ;
- M. Josue Dione, Directeur de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable (Commission économique pour l'Afrique).

3.5.3 Définir le cadre de l'agriculture et du développement en Afrique

Les experts ont examiné l'importance stratégique de l'agriculture pour le développement et la vulnérabilité de l'agriculture dans le contexte des changements climatiques. Leurs présentations ont notamment porté sur le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) et les modalités de l'intégration, dans son cadre, des questions climatiques.

3.5.4 Rôle des technologies

Les experts et participants ont souligné qu'il existait de nombreuses technologies et pratiques exemplaires renforçant la productivité agricole, permettant des améliorations et favorisant l'apprentissage par les pairs. Il convenait, pour préserver et renforcer les compétences existantes, d'intensifier les programmes de formation.

3.5.5 Gestion des risques et stratégies de réaction

Il a été noté que les agriculteurs résistaient à la variabilité climatique en développant leurs méthodes traditionnelles – un domaine où la recherche avait un rôle majeur à jouer pour affiner ces méthodes, identifier les lacunes et évaluer les améliorations possibles en matière de résilience.

Il a également été souligné qu'il convenait de créer des capacités appropriées en matière de gestion des risques de catastrophe, tant au niveau national que régional.

3.5.6 Rôle du secteur privé

Le rôle du secteur privé dans les investissements destinés à l'agriculture a également été mis en relief en tant que principal vecteur de la régularité des flux de financement. Son importance a également été soulignée pour le rôle majeur qu'il jouait dans la production au bon endroit, au bon moment et par les hommes qu'il fallait, de denrées alimentaires de qualité.

3.5.7 Rôle des femmes

Le rôle central des femmes dans l'agriculture pluviale de subsistance et de petite échelle a été mis en relief, en même temps que la nécessité de prendre en considération l'impact des interventions techniques et stratégiques sur elles, et leur capacité à produire des bénéfices. Il a été noté à ce propos que 80 % des produits alimentaires consommés étaient produits par des femmes. Un expert désireux de mettre cette réalité en perspective a soulevé la question de savoir ce qu'il adviendrait si les femmes faisaient grève le temps d'une saison. Toute intervention dans le secteur agricole devrait, selon l'orateur, tenir compte du rôle souvent sous-estimé des femmes dans la production alimentaire. Qui conduisait les tracteurs considérés comme un engin pour hommes ? Il a été affirmé que les solutions apportées pouvaient marginaliser le rôle des femmes.

3.5.8 Rôle des petits exploitants agricoles

Il a été noté que les petits exploitants agricoles étaient des acteurs de premier plan. Ils géraient les ressources naturelles et subissaient les aléas climatiques. Leurs connaissances devaient donc être prises en considération. Il a aussi été dit qu'il fallait repenser la formule anglaise « small is beautiful » de manière à ne pas oublier l'importance de la durabilité ; faire petit, certes, mais pour autant que ce soit durable. Il a aussi été dit que les petits exploitants agricoles étaient frileux face au risque et n'augmentaient leur production qu'en cas de sûreté du bénéfice obtenu.

3.5.9 Financement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire

La question du financement a été récurrente. Afin de la placer en perspective, il a été noté que la performance agricole baissait lorsque, durant la même période, les financements la concernant étaient réduits par six. Il a été signalé que l'engagement pris par les gouvernements africains dans le cadre du PDDAA, pour allouer au moins 10 % de leur budget national au secteur agricole, pourrait être fragilisé par la crise économique mondiale. Certains pays accroissaient leurs investissements malgré la situation mondiale, signalant ainsi que les financements ne devaient pas provenir de sources externes. L'idée que l'agriculture devait bénéficier d'un guichet de financement au sein du Fonds vert pour le climat a également été soulevée durant la discussion. Réagissant à l'affirmation d'un expert indiquant que l'adaptation de l'agriculture africaine revêtait un caractère d'urgence, un intervenant a posé la question de savoir pour quelles raisons l'agriculture avait fait l'objet de négociations au titre de l'atténuation, et non de l'adaptation, malgré la faible contribution de l'Afrique à cette problématique.

3.5.10 Investissements étrangers directs dans les terres

La question de l'impact de l'acquisition, par des personnes étrangères, de terres agricoles africaines sur leur capacité à assurer la sécurité alimentaire dans un contexte soumis aux effets climatiques, a également été soulevée.

3.6 Développement à faible taux de carbone et accès à l'énergie en Afrique

3.6.1 Introduction

La transition menant au développement à faible taux de carbone n'était pas optionnelle mais la seule solution possible pour l'Afrique, en raison de l'enchérissement des carburants fossiles et du caractère concurrentiel de certaines technologies liées aux énergies renouvelables. De même, il était impérieux que les pays africains suivent une voie de développement privilégiant la réduction de la pauvreté, la croissance économique et l'amélioration du bien-être de l'homme, et renforcent la résilience aux incidences physiques des changements climatiques. Si l'adoption des stratégies de développement à faible taux de carbone offrait des bénéfices incontestables, il convenait de faire preuve d'une grande créativité pour mobiliser les ressources financières et humaines et créer les institutions qui accompagneraient les innovations locales et nationales. L'Afrique devait, en d'autres termes, jouer un rôle majeur dans la transformation des problématiques climatiques en opportunités de développement.

Le choix de la voie du développement à faible taux de carbone offrait un cadre organisationnel pratique pour toute planification future en Afrique. Cette voie offrait également aux pays africains la possibilité de moderniser et d'améliorer leurs plans en matière d'eau, d'énergie et d'urbanisation, ainsi que leurs systèmes agricoles, leurs transports et plusieurs autres infrastructures critiques. Le continent, contrairement aux autres régions, n'était pas fortement exposé à des coûts non récupérables en matière d'infrastructures à forte intensité de carbone et se trouvait, par

comparaison, en meilleure position face au risque de « verrouillages » technologiques intenable. Les gouvernements africains et les communautés économiques régionales (CER) étaient en mesure de jouer un rôle préventif lors de la conception de leurs infrastructures et services nationaux. Les co-bénéfices des schémas de développement à faible taux de carbone étaient potentiellement importants en Afrique, et permettaient aux interventions d'offrir de multiples avantages aux populations locales, aux gouvernements et aux CER.

Il convenait, pour atteindre le double objectif de l'abandon des infrastructures à forte intensité de carbone et de l'optimisation des co-bénéfices, de transmettre les informations pertinentes aux décideurs et d'influencer la prise de décision à plusieurs niveaux de la société. La réussite de cette initiative reposait sur la qualité du recensement des connaissances existantes et de leur transmission. S'il voulait répondre aux attentes et priorités existantes, le nouveau cadre des programmes stratégiques devait engager les institutions d'appui présentes au niveau régional, sous-régional et national dans les mécanismes en place, et les encourager à jouer un rôle majeur dans la définition des nouveaux instruments régissant les financements et les actions à mener. Il convenait donc de ne pas sous-évaluer l'importance de mettre en place les structures de coordination à même de susciter la production de connaissances, les stratégies et les pratiques les concernant.

La voie menant à un avenir à faible taux de carbone serait indubitablement complexe. Elle nécessiterait de coordonner les activités menées dans divers secteurs et à de multiples niveaux pour créer des mesures stratégiques viables, incluant des actions climatiques centrées sur le développement. L'énergie propre durable constituait un élément central du développement à faible taux de carbone et l'accès aux services énergétiques modernes était incontestablement l'une des principales difficultés posées à la région au moment du présent rapport. Alors que plus de 580 millions de personnes n'avaient pas accès à l'électricité en Afrique, principalement dans les zones rurales mais, de plus en plus également, aux abords des villes en croissance rapide, la région accusait un retard dans plusieurs indicateurs sociaux et économiques essentiels. Vu le lien étroit entre les perspectives de développement et la qualité des services énergétiques, les Africains devaient intégrer les préoccupations énergétiques dans leurs objectifs de développement, en incluant la création de richesses durables, la responsabilisation des groupes vulnérables et l'augmentation de la productivité chez les populations locales.

Si le dilemme énergétique posé à l'Afrique était source d'inquiétudes, l'optimisme était également de mise:

- L'Afrique était fortement dotée en ressources d'énergies renouvelables et non renouvelables. Ces ressources incluaient le pétrole brut, le gaz naturel, le charbon, l'hydroélectricité, la géothermie, la biomasse, l'énergie solaire et éolienne.
- Des réformes étaient menées par les pays dans le secteur de l'énergie: plusieurs États africains avaient entrepris une série de réformes dans le secteur de l'énergie, la plus importante d'entre elles concernant l'élaboration de stratégies complètes et l'intégration du secteur privé dans les programmes de développement nationaux. La mise en œuvre de ces réformes avait rencontré des difficultés majeures du fait de la maladresse de leur conception, de l'insuffisance des capacités de mise en œuvre et des ressources financières.
- La coordination régionale et continentale avait été renforcée pour les initiatives liées à l'énergie: les pays africains avaient manifesté leur intérêt pour l'élaboration d'infrastructures communes, en particulier la production électrique, afin de satisfaire à la demande en énergie de la région.
- Les opportunités offertes au secteur de l'énergie en matière de financement climatique étaient nouvelles: l'Afrique s'était évertuée à sécuriser la part des financements

climatiques qui lui revenait et de nouveaux mécanismes voyaient le jour pour aider les pays en développement dans l'adaptation et l'atténuation.

- Le secteur de l'énergie comptait de nouveaux acteurs: les flux de capitaux à destination de l'Afrique et en provenance de financiers récents tels que le Brésil, la Chine, les États du Golfe et l'Inde, avaient fortement augmenté ces dernières années, représentant plus d'1 milliard de dollars par an pour l'Afrique subsaharienne. Ces flux tendaient à se concentrer sur la production électrique de grande échelle, notamment l'hydroélectricité.

La table ronde a permis des échanges sur les principales questions liées au développement à faible taux de carbone des pays africains. Elle a également donné lieu à une discussion technique sur l'accès à l'énergie et la réduction de la pauvreté, les sources d'énergie et les technologies, et les difficultés sectorielles spécifiques à la région (transport et agriculture). Les experts ont répondu aux questions suivantes:

- Quelles étaient les principales difficultés rencontrées lors de la planification d'une stratégie de développement à faible taux de carbone ?
- Quels étaient les principaux domaines de recherche liés au développement à faible taux de carbone en Afrique ?
- Dans la perspective du développement à faible taux de carbone, quel était l'équilibre à assurer entre les sources d'énergie à faible intensité carbonique, les autres sources d'énergie et la conservation du carbone des forêts, du couvert végétal, des sols et des zones côtières ?
- Quels étaient les principaux obstacles à l'élargissement de l'accès à l'énergie en Afrique ? Pour quelles raisons les programmes d'accès à l'énergie avaient-ils échoué dans la réalisation de leurs objectifs ?
- Quelles étaient les options abordables et fiables en matière d'énergie pour les populations rurales et urbaines africaines ?
- Quel était le rôle des objectifs nationaux dans l'accès universel à l'énergie, notamment des Plans d'action pour l'atténuation adaptés aux pays sur lesquels les pays travaillaient ?
- Quel était le rôle des entrepreneurs et financiers du secteur privé dans l'élargissement de l'accès et comment les encourager à investir ?
- Quelles étaient les incitations techniques et financières requises pour s'orienter vers une voie à faible taux de carbone et élargir l'accès à l'énergie ?

3.6.2 Experts et modérateur

La table ronde, animée par M. Daniel Makokera (Directeur du groupe sud-africain Pamuzinda Productions) a eu lieu le 6 décembre 2011. Elle a été ouverte par M. Salvador Namburete, Ministre mozambicain de l'énergie. Le débat a réuni:

- M^{me} Hela Cheikhroudou, Directrice du Département de l'énergie, de l'environnement et du changement climatique (BAD) ;
- M. Felix Dayo, Président-Directeur général du groupe Triple E Systems ;
- M. Arvinn Gadgil, Ministre d'État, Ministre norvégien des affaires étrangères ;
- M. Gosaye Mengiste, Ministre éthiopien de l'eau et de l'énergie ;
- M. Yacob Mulugetta, Centre africain pour les politiques climatiques (CAPC) ;
- M. Diego Masera, Chef de l'Unité des énergies renouvelables et rurales à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

3.6.3 L'accès à l'énergie en tant que priorité de développement

La plupart des experts ont exprimé leur inquiétude quant à la pérennisation du problème de l'accès à l'énergie en Afrique. La région continuait d'afficher les taux d'électrification les plus bas du monde avec moins de 30 % pour les foyers. Cette situation était censée perdurer en raison du retard pris par le taux annuel des nouvelles connexions, lui-même étant dû à l'arrivée des nouveaux foyers suscités par la croissance démographique. La dépendance à la biomasse traditionnelle restait en outre courante au niveau des foyers, tant dans les zones rurales qu'urbaines, mettait en péril les écosystèmes et posait de nouvelles difficultés aux attentes des pays en matière de développement. Les experts ont reconnu que la priorité la plus urgente en matière d'énergie était, pour les pays de l'Afrique subsaharienne, d'élargir cet accès et de contribuer ainsi aux objectifs de développement sociaux et économiques du continent.

3.6.4 Ressources énergétiques et développement

Les experts ont mis en lumière le fait que l'Afrique était richement dotée en ressources naturelles telles que l'hydroélectricité, la géothermie, l'énergie éolienne et solaire, l'énergie des marées et la bioénergie. Ces ressources continuaient d'être inégalement réparties parmi les régions et risquaient de poser des problèmes à l'intégration régionale tout en lui offrant des opportunités. En d'autres termes, l'énergie pourrait jouer un rôle de catalyseur dans la coopération régionale et le développement si elle était correctement planifiée et coordonnée et bénéficiait d'investissements appropriés. Plusieurs obstacles existaient toutefois. L'Afrique était dans l'impossibilité de capitaliser sur l'exploitation de ses ressources naturelles du fait de l'insuffisance des financements et de son accès limité aux technologies. Les experts ont rappelé que l'énergie jouait un rôle moteur important dans la croissance économique et que ses stratégies devaient respecter le développement durable.

3.6.5 Accès aux financements

Les experts, notamment celui de la BAD, ont souligné que les financements constituaient un facteur essentiel de la réalisation des objectifs liés à l'accès à l'énergie. Le fait de posséder d'abondantes ressources en énergie ne produisait pas nécessairement de résultats concrets si les personnes n'étaient pas en mesure d'assurer des services énergétiques et ne disposaient pas de revenus suffisants, comme c'était le cas en Afrique. L'environnement des investissements demeurait en-deçà des normes mondiales en Afrique et l'attractivité du continent était insuffisante du fait que les investissements y étaient perçus comme risqués. Que ce risque fût réel ou perçu, les gouvernements devraient proposer des incitations pour instaurer la confiance parmi les investisseurs. Ayant d'ores et déjà mis en place les mécanismes réglementaires et incitations appropriés et bâti une architecture adéquate en matière de financements, plusieurs pays avaient vu les investissements dans les énergies renouvelables augmenter. L'exemple des financements de la BAD destinés aux énergies renouvelables, représentant près de 500 millions de dollars, a été cité pour illustrer l'intérêt de combiner la volonté d'investir et la préparation des marchés. Les experts ont également averti que ces efforts devaient viser à répondre aux attentes des personnes et mobiliser les ressources en toute transparence.

3.6.6 Énergie et secteur productif

Deux experts ont défendu la thèse selon laquelle le secteur productif et l'énergie axée sur la productivité devaient jouer un rôle moteur dans l'élargissement de l'accès aux services énergétiques. L'un a souligné qu'aucun pays n'avait réalisé l'accès universel à l'énergie sans préalablement régler les problématiques énergétiques du secteur productif, ce qui avait indirectement contribué à accroître l'accès des foyers à l'énergie. Cet état de fait signifiait que l'« accès à l'énergie » devait

être encadré par des programmes systématiques de transformation et ne pas se centrer seulement sur les difficultés énergétiques des foyers comme cela était souvent le cas. Chaque pays devait, à cet égard, esquisser sa propre voie de transition énergétique en s'inspirant des nombreux exemples existants. Plusieurs experts ont également mis en avant la nécessité de diversifier le bouquet énergétique en incluant, selon les cas, le développement de systèmes centralisés et décentralisés.

3.6.7 Financements et attitudes des donateurs

Un expert a affirmé que les donateurs étaient de plus en plus nombreux et que leurs ressources d'appui à l'accès énergétique en Afrique étaient considérables. Si cet état de fait était bienvenu, il convenait toutefois d'harmoniser les activités. Il était important de s'assurer que les bénéfices étaient distribués équitablement entre les investisseurs et les entités bénéficiaires, ces dernières pouvant bénéficier d'une protection précieuse de la part des donateurs. La Norvège disposait par exemple d'une stratégie très stricte pour les investisseurs qui, après un délai donné (cinquante ans), devaient transférer leur pouvoir de contrôle aux institutions publiques. Cet expert a ajouté que ce modèle pourrait être riche d'enseignements pour l'Afrique et éviter toute possibilité d'exploitation.

3.6.8 Voies du développement à faible taux de carbone en Afrique

Les experts ont tous convenu que l'Afrique disposait d'une opportunité unique de se développer dans le respect des pratiques à faible taux de carbone même si elle devait investir dans les nouvelles technologies et attirer de nouveaux financements externes et internes. Les technologies à faible taux de carbone nécessitaient d'importants investissements en amont et l'Afrique devait créer un environnement favorable aux investissements présentant de grands risques. Les pays africains devaient bénéficier de la contribution des pays développés pour mettre en place des stratégies efficaces à l'attention des investisseurs et protéger les intérêts des populations locales.

Il était également important que le développement à faible taux de carbone soit intersectoriel et augmente ainsi l'efficacité des ressources par le biais des liens intersectoriels.

3.7 Vulnérabilité aux changements climatiques et gestion des risques de catastrophe

3.7.1 Introduction

La vulnérabilité aux catastrophes s'aggravait en Afrique. Elle augmentait les difficultés posées au développement durable et fragilisait la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La région avait enregistré, en moyenne, depuis l'an 2000, près de deux grandes catastrophes chaque semaine. Les aléas climatiques et hydrologiques, notamment les sécheresses, inondations et cyclones, étaient majoritaires dans le profil climatologique de la région, affectant près de 12,5 millions de personnes par an en moyenne.

Les États membres de l'Union africaine étaient continuellement engagés dans la prévention des catastrophes, par l'adoption de la décision du Rapport de la deuxième Conférence ministérielle africaine sur la prévention des catastrophes du Conseil exécutif de l'Union africaine, tenue lors du sommet de janvier 2011. Le Conseil exécutif avait adopté les recommandations de la Déclaration ministérielle ainsi que le Programme d'action africain sur la prévention des catastrophes pour 2005-2012, lequel définissait les domaines d'intervention stratégiques, les activités essentielles, les résultats escomptés, les indicateurs mesurables et les mécanismes présents au niveau régional, sous-régional et national pour coordonner et appuyer la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la prévention des catastrophes et son Programme d'action pour 2005-2015. Ce dernier était conforme au Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015. L'un des objectifs généraux mis en avant par le

Programme d'action concernait l'intégration de la gestion des risques et de l'adaptation aux changements climatiques dans le développement durable.

Au niveau sous-régional, les Communautés économiques régionales (CER) étaient dûment habilitées à assurer la coordination et l'orientation stratégique de leurs États membres afin d'assurer la conformité de leurs stratégies et programmes à cette stratégie africaine et à son programme d'action, et de faciliter leur mise en œuvre au niveau des sous-régions.

En 2011, le Groupe de travail africain sur la prévention des catastrophes avait été créé par la Commission de l'Union africaine (CUA). Il constituait un mécanisme africain de coordination et d'appui technique pour la CUA, les CER, les États membres et les partenaires engagés dans la mise en œuvre de la stratégie africaine et de son programme d'action. Ce groupe de travail était présidé par la CUA et son secrétariat était assuré par le Secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes.

En Afrique, les législations sur la prévention des catastrophes bénéficiaient de solides engagements et suscitaient la création ou la réforme des cadres institutionnels, législatifs et stratégiques la concernant. Selon le Bureau régional du Secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes pour l'Afrique, qui suivait la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo, de la Stratégie régionale sur la prévention des catastrophes et de son Programme d'action, 34 pays africains avaient créé des plates-formes nationales ou un équivalent, 25 pays disposaient de stratégies nationales pour la prévention des catastrophes et 13 pays avaient alloué des ressources budgétaires à ce domaine.

En Afrique, le lien entre la pauvreté et la vulnérabilité aux catastrophes d'origine naturelle était de plus en plus établi. De nombreux pays avaient mis en place des mécanismes de protection environnementale et favorisaient le développement durable. Vingt-neuf États déployaient des efforts importants pour inclure cette dimension de la prévention dans leurs programmes nationaux d'action pour l'adaptation.

Le Cadre de Cancún pour l'adaptation, convenu à Mexico, appelait les Parties à renforcer leur adaptation dans neuf domaines incluant l'« amélioration des stratégies de prévention des risques de catastrophe liés aux changements climatiques, eu égard au Cadre d'action de Hyogo, des systèmes d'alerte rapide, de l'évaluation et de la gestion des risques et des mécanismes de mutualisation et de transfert des risques tels que l'assurance, au niveau local, national, sous-régional et régional, selon les besoins ».

La Conférence de Durban a donné l'occasion de prioriser la prévention et la gestion des catastrophes, ainsi que l'adaptation, en particulier en Afrique. Si de nombreuses organisations s'efforçaient d'améliorer les systèmes d'alerte rapide et la planification des mesures d'urgence, des lacunes existaient au niveau institutionnel et les populations affectées étaient encore insuffisamment préparées aux catastrophes et à l'adaptation.

L'objectif de la table ronde était de souligner l'importance de la prévention et de la gestion des catastrophes, qui permettaient de réduire la vulnérabilité et d'accroître les capacités de réaction face aux effets des changements climatiques, la coopération et les synergies afférentes. Les experts ont répondu aux questions suivantes:

- Quelles étaient les éléments de preuve et données d'expérience liés au continent africain qui démontraient l'efficacité de la prévention des catastrophes dans le contexte de la gestion des changements climatiques, et favorisaient la résilience et le développement durable des personnes les plus vulnérables ?

- Comment améliorer l'accès aux informations concernant les risques et les vulnérabilités en vue de faciliter la prise de décision et la planification des procédures menées au niveau régional, national et local ?
- Quel était le montant des ressources financières requises pour renforcer l'adaptation et la prévention des catastrophes et comment être sûrs qu'elles réduiraient systématiquement les risques ?
- Quelles étaient les priorités de l'Afrique et des pays africains en matière de réduction des risques, de sécurité alimentaire, de résilience et de capacités de réaction pour les dix prochaines années ?

3.7.2 Experts et modérateur

La table ronde, animée par M^{me} Rhoda Peace (Commissaire en charge de l'économie rurale et de l'agriculture à l'Union africaine) a réuni:

- M^{me} Margareta Wahlstrom, Sous-Secrétaire générale de l'ONU chargée du Secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes ;
- M. Denis McClean, responsable des communications et de la sensibilisation au Secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes ;
- M. Rajendra K. Pachauri, Président du GIEC ;
- M. Abdou Sane, Président du Réseau parlementaire pour la prévention des catastrophes, député sénégalais et Champion de la prévention des catastrophes en Afrique ;
- M. Manboub Maalim, Secrétaire exécutif de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ;
- M. Jato Sillah, Ministre gambien de la foresterie et de l'environnement ;
- M. Ken Johm, Banque africaine de développement ;
- M^{me} Sheila Sisulu, Directeur exécutif adjoint du PAM ;
- M. Fillipe Domingos Freires Lucio, Bureau du cadre mondial des services climatiques de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) ;
- M^{me} Renate Christ, GIEC.

3.7.3 Un continent fortement exposé aux catastrophes

Les pays africains étaient présentés comme les plus exposés aux catastrophes dans le monde. Les statistiques montraient que les deux catastrophes les plus dévastatrices pour l'Afrique étaient la sécheresse et les inondations, qui causaient respectivement 79 % et 18 % de pertes en termes de PIB. Les catastrophes ont été désignées comme les principaux freins au développement tandis que les changements climatiques étaient considérés comme une composante de la crise mondiale de la viabilité. Les statistiques, qui amplifiaient ce phénomène, montraient que les catastrophes représentaient, pour les pays africains, entre 3 et 15 % des pertes annuelles en termes de PIB.

3.7.4 Difficultés de la gestion des risques de catastrophe

Les difficultés recensées en matière de gestion des catastrophes incluaient l'accès aux informations utilisables pour l'élaboration des stratégies et la restructuration des institutions gouvernementales et non gouvernementales en vue de mieux appréhender cette menace pesant sur les secteurs de la gouvernance et la société tout entière. Les solutions proposées ont porté sur le renforcement des bases de données régionales et nationales, la sensibilisation par le biais des médias et des plaidoyers non gouvernementaux, l'interaction avec la Banque africaine de

développement et les organismes associés, lors de la mise en œuvre des programmes visant à reconstruire les infrastructures.

Les autres stratégies mentionnées incluaient la création d'environnements plus résilients face aux catastrophes, laquelle s'inspirerait des exemples nationaux et régionaux dans ce domaine. Ces environnements intégreraient la mise en œuvre de stratégies de prévention contre les inondations pour des pays tels que le Mozambique.

3.7.5 Rôle de la Banque africaine de développement

Il a été signalé que la Banque africaine de développement avait élaboré des procédures de demande d'aides pour les pays frappés par des catastrophes. Ces aides prenaient la forme de secours d'urgence et de programmes d'adaptabilité et d'assistance, ces derniers concernant les problématiques à long terme liées aux effets des catastrophes.

3.7.6 Rôle du secteur privé

Il a été souligné que de nouvelles mesures devaient être prises pour mobiliser le secteur privé dans la lutte contre les effets climatiques, et de nouveaux mécanismes, mis en place pour assurer l'acheminement des aides financières aux populations rurales les plus touchées.

3.8 Financement climatique pour l'Afrique

3.8.1 Introduction

Les effets sociaux, économiques et politiques des changements climatiques étaient déjà ressentis par de nombreux pays africains dans lesquels les éléments de preuve étaient nombreux à montrer leur impact direct sur la croissance économique et le développement. Les pays africains auraient besoin de ressources importantes pour se développer, réduire leurs émissions de carbone et accroître la résilience de leur environnement et de leur économie. Il conviendrait qu'ils se dotent d'institutions, de connaissances et de cadres stratégiques pour enrichir leur prise de décision et adopter les mesures qui catalyseront les financements et favoriseront le développement à faible taux de carbone résilient au climat.

L'Accord de Cancún notait que, « pour faire face aux changements climatiques, il [fallait] passer à un nouveau modèle de société à faible intensité de carbone qui offre de vastes possibilités et garantisse la poursuite d'une forte croissance et un développement durable ». Cet accord comprenait une série de décisions qui ancreraient les engagements nationaux liés à l'atténuation et adoptaient des mesures majeures pour renforcer les financements, la transparence des notifications des pays sur leurs émissions et les éléments du cadre climatique multilatéral. Il a également officialisé les objectifs fixés à Copenhague en matière de financements, afin de mobiliser ceux à mise en œuvre rapide et à long terme. Dans ce contexte, les pays développés ont pris l'engagement collectif de « fournir des ressources nouvelles et additionnelles par l'intermédiaire des institutions internationales, de l'ordre de 30 milliards de dollars de financements à mise en œuvre rapide, pour la période 2010-2012 ». Le financement de l'adaptation sera priorisé pour les pays en développement les plus vulnérables, notamment les PMA, les petits États insulaires en développement et les pays africains.

Les financements actuels de la CCNUCC étaient généralement considérés comme sensiblement inférieurs aux besoins de l'Afrique. Il leur était reproché de reposer principalement sur les contributions volontaires. Si le coût additionnel de l'adaptation était estimé, pour l'Afrique, par Vivid Economics, entre 20 et 30 milliards de dollars d'ici à 2015, le site Web de Climate Funds

Update révélait que seulement 154 millions de dollars étaient versés à l'Afrique par le biais des fonds climatiques bilatéraux et multilatéraux spécialisés. Cette situation montrait le fossé qui séparait les besoins en financements climatiques et leur montant disponible pour l'Afrique, ainsi que la délicate nécessité de les accroître.

Malgré la prolifération des instruments relatifs aux financements climatiques, l'Afrique avait très peu accès aux mécanismes existants, par comparaison avec les autres régions en développement. L'accès restreint à ces fonds était dû à plusieurs obstacles incluant la faible capacité à satisfaire aux normes internationales et aux conditions d'éligibilité des fonds, incluant la préparation de notes conceptuelles et de propositions complètes sur les projets; l'absence de gouvernance et de coordination parmi les organismes concernés par l'exploitation des financements; l'insuffisance des réformes et stratégies réglementaires, des plans de développement nationaux et des investissements; et la fragilité des capacités d'absorption permettant la mise en œuvre dans les délais impartis. La fragmentation des instruments de financements aggravait la situation. Si les secteurs vitaux tels que l'agriculture, l'eau et l'énergie bénéficiaient de financements de la part des gouvernements et des donateurs, le manque d'appui expressément destiné aux effets des changements climatiques affaiblissait les efforts nécessaires pour réaliser des actions concrètes.

L'Afrique avait besoin de ressources financières abondantes et de capacités techniques pour soutenir ses efforts d'adaptation et d'atténuation. La Banque mondiale estimait qu'un complément annuel de 93 milliards de dollars serait nécessaire pour améliorer les infrastructures. La moitié de ce montant servirait à stimuler l'offre énergétique. Il était à noter que si les financements climatiques destinés à l'atténuation devaient se concentrer sur les quelques pays en développement qui étaient de grands émetteurs – comme l'avait fait le Fonds pour les technologies propres – ils seraient très limités pour les autres pays très nombreux.

Dans les pays en développement, le financement de l'atténuation et de l'adaptation représentait clairement un défi de taille pour la réalisation des décisions prises par la dix-septième session de la Conférence des Parties. La mobilisation des ressources financières était considérée, par de nombreux experts, comme un sujet central des négociations visant l'appui aux investissements de grande échelle dans l'énergie et les infrastructures vitales, dans la perspective du développement et des objectifs climatiques pour l'Afrique. La multiplication des financements climatiques produirait de nombreux bénéfices:

- Le financement de l'adaptation et de l'atténuation pourrait simultanément réduire la pauvreté et les freins au développement durable en Afrique. Le potentiel hydroélectrique existait par exemple et pouvait doublement satisfaire aux attentes énergétiques du continent en offrant la capacité électrique nécessaire pour les particuliers et les industries et en respectant, ce faisant, l'environnement.
- En Afrique, le versement de financements additionnels aiderait les pays à répondre à leurs attentes en matière d'adaptation, en renforçant les capacités et les compétences, à recourir aux nouvelles technologies et à favoriser les investissements à long terme dans le développement des ressources naturelles incluant l'énergie et les forêts.
- Les financements climatiques pouvaient servir de catalyseurs pour démultiplier les fonds privés et publics, favoriser les opportunités économiques, promouvoir les innovations technologiques et transformer les voies de développement. Le Fonds vert pour le climat, créé par la CCNUCC, qui faisait l'objet de négociations par les Parties, constituait un mécanisme possible pour mobiliser une part des financements climatiques internationaux disponibles.
- La Banque africaine de développement proposait qu'un Fonds vert pour l'Afrique soit créé en vue de recevoir et de gérer les ressources allouées à l'Afrique de toutes parts, lesquelles incluaient les financements à mise en œuvre rapide et les promesses de dons

à long terme faites au titre de l'Accord de Copenhague et du Fonds vert pour le climat. Le Fonds vert pour l'Afrique devrait permettre le financement des projets et programmes en faveur du développement à faible taux de carbone et résilient au climat de l'Afrique.

Les discussions ont examiné les sources et montants versés des financements climatiques, ainsi que leurs bénéfices et inconvénients pour le développement de l'Afrique. La table ronde a souhaité que ces problématiques des financements climatiques soient mieux connues et que la nécessité, pour les pays africains, d'élargir leur accès à ces mécanismes soit mieux comprise, en vue d'intégrer la dimension des changements climatiques dans leurs cadres de développement. Les échanges se sont également portés sur la possibilité de recourir aux financements climatiques pour stimuler et produire des ressources intérieures orientées vers l'action – laquelle est considérée par certains comme une étape fondamentale du développement durable choisi par les pays. Les experts ont répondu aux questions suivantes:

- Pourquoi le versement des financements « à mise en œuvre rapide » était-il si lent ?
- Quels enseignements pouvait-on tirer de l'expérience des financements à mise en œuvre rapide dans la perspective des financements à long terme ?
- Comment l'accessibilité de l'Afrique aux fonds climatiques pouvait-elle être accrue ?
- Quel était le montant des financements additionnels requis par l'Afrique pour assurer l'équilibre entre l'adaptation et l'atténuation ?
- Quelles étaient les sources de financement potentielles et comment les fonds seraient-ils levés pour satisfaire aux attentes ? Comment les questions de l'équité et des équilibres régionaux pouvaient-elles être résolues lors du transfert des fonds et de la répartition entre les entités bénéficiaires des pays en développement ?
- Comment s'assurer que les financements climatiques publics serviraient à mobiliser d'importants fonds privés ?

3.8.2 Experts et modérateur

Le débat a réuni:

- M. Daniel Mekokera, Président-Directeur général du groupe Pamuzinda Productions ;
- M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine ;
- M. Donald Kaberuka, Président de la Banque africaine de développement ;
- M. Abdulie Janneh, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique ;
- M. Pravin Gordhan, Ministre sud-africain des finances ;
- M. Henri Djombo, Ministre congolais de la foresterie, de l'environnement et du développement durable ;
- M^{me} Barbara Buchner, Climate Policy Initiative ;
- M. Benito Mueller, Directeur de l'Oxford Climate Policy (Université d'Oxford).

3.8.3 Financement climatique et adaptation

Les experts ont souligné le fait qu'en Afrique, l'adaptation et l'atténuation exigeraient d'importants financements, la plupart d'entre eux devant provenir de sources externes. Cette exigence conditionnait l'avancement du développement durable.

3.8.4 Limitation des financements climatiques destinés à l'Afrique

Il a été rappelé que l'Afrique avait attiré, à ce jour, peu de financements climatiques du fait du faible montant de ses émissions de gaz à effet de serre et de la priorité donnée par les instruments existants aux investissements visant à réduire les émissions, et non à éviter leur occurrence.

3.8.5 Le Fonds vert pour l'Afrique et le Fonds vert pour le climat

La création du Fonds vert pour l'Afrique a été considérée, par certains experts, comme une opportunité de mobiliser des financements durables pour les interventions climatiques. La crise financière mondiale et les difficultés économiques qui touchaient l'Europe et l'Amérique du Nord étaient toutefois susceptibles de limiter la sécurisation du financement des deux fonds.

Il a été fermement indiqué qu'il convenait d'examiner les différents modèles d'utilisation du Fonds vert pour le climat. Un expert a indiqué qu'il devrait déléguer aux entités nationales de financement certains pouvoirs tels que celui de réceptionner les financements, de préférence aux organismes donateurs et au fonds multilatéraux.

3.8.6 Recettes d'appui aux financements climatiques mondiaux

La proposition d'examiner la possibilité d'obtenir des financements climatiques par le biais de taxes liées au carbone, prélevées sur le transport aérien et maritime international, a été bien accueillie par les experts.

4. Manifestations parallèles

4.1 Introduction

Le Pavillon Afrique a accueilli un certain nombre de manifestations parallèles dont la liste complète est fournie à l'annexe. Plusieurs de ces manifestations sont résumées ci-dessous en vue d'apporter des précisions sur les débats tenus.

4.2 Gouvernance de l'adaptation en Afrique: défis à venir

4.2.1 Introduction

La manifestation sur la gouvernance a été organisée par la Fondation Heinrich Böll et l'Initiative pour une société ouverte en Afrique australe (OSISA). Elle a eu lieu le 29 novembre 2011.

4.2.2 Experts et modérateur

Le débat a réuni: 1) M. Richard Colland (Université de Cape Town); 2) M^{me} Masego Madzwamuse (Directrice du Programme pour la justice économique, Initiative pour une société ouverte en Afrique australe ; 3) M^{me} Jennifer Katerere (Consultante indépendante); 4) M^{me} Kulthoum Omari (Directrice du Programme pour le développement durable, Fondation Heinrich Böll); (5) M. Bob Chabaiwa (Directeur du plaidoyer, SADC-CONG).

4.2.3 Étude sur la gouvernance climatique

Les conclusions d'une étude portant sur la gouvernance climatique, menée dans sept pays (Botswana, Afrique du Sud, Zimbabwe, Kenya, Ouganda, Tanzanie et Nigéria) ont été présentées lors de cette manifestation. Elles ont exposé le niveau de l'état de préparation de ces pays, ainsi que leurs propositions en cas de sécurisation des fonds. L'étude a également évalué les impacts des changements climatiques et les vulnérabilités à leur égard, en étudiant: les stratégies d'adaptation; les plans et stratégies; les acteurs institutionnels engagés dans les stratégies et les interventions liées aux changements climatiques; et le rôle joué par l'État. Ces conclusions ont fait l'objet de la discussion présentée ci-dessous.

4.2.4 Inadéquation du cadre stratégique de la gouvernance de l'adaptation

L'étude a constaté que la plupart des pays étaient privés de tout cadre stratégique cohérent pour l'adaptation. Cette réalité était particulièrement patente dans les pays qui n'avaient pas entamé de planification sur l'adaptation, laquelle était, la plupart du temps, inscrite dans un programme national d'action pour l'adaptation et dans les stratégies nationales de réaction aux changements climatiques. Les pays tels que le Zimbabwe ne disposaient d'aucun plan ou stratégie de ce type. Dans leur cas, l'adaptation était souvent prise en compte par une pléthore de stratégies fragmentées sur l'environnement et le développement. Lorsque les programmes/stratégies étaient en place au niveau national, elles tendaient à se concentrer sur les vulnérabilités biophysiques, à suivre les méthodes existantes dans les différents secteurs pour les projets d'adaptation, et négligeaient d'intégrer les interventions ou de rendre compte des impératifs de l'adaptation au niveau micro. En raison de ces insuffisances, les attentes des groupes les plus vulnérables de la société (femmes, pauvres et petits agriculteurs) n'étaient pas traités de manière adéquate.

4.2.5 Limitation de l'intégration induite par le positionnement de l'adaptation dans le secteur environnemental

Un examen du cadre stratégique de l'environnement et du développement a révélé une tendance à placer la responsabilité de l'adaptation sur le seul secteur environnemental, sans faire référence aux autres plans sectoriels. Il s'avérait que cet état de fait limitait la compréhension des décideurs et des particuliers à l'égard de l'impact des changements climatiques et de leurs implications pour les économies nationales, et empêchait ainsi les responsables politiques de se sentir parties prenantes lors de la priorisation et de la mobilisation des ressources destinées à l'adaptation. Les planificateurs disposaient rarement de directives sur l'intégration de l'adaptation dans la planification nationale. La gestion des effets des changements climatiques et la planification de l'adaptation intervenaient par conséquent ponctuellement et a posteriori.

4.2.6 Fragilisation de la capacité d'adaptation par les cadres de développement macroéconomiques

Les stratégies fiscales et les faibles augmentations salariales, qui visaient à attirer les investissements étrangers directs, à assurer la compétitivité industrielle et à favoriser la croissance économique, avaient marginalisé les pauvres et affaibli leur capacité d'adaptation. Un examen des stratégies agricoles avait révélé une propension à privilégier les intérêts macroéconomiques, par le biais de l'agriculture commerciale et du transfert des technologies, et à négliger les attentes des agriculteurs en termes de subsistance. La plupart des évaluations concernant les vulnérabilités et l'adaptation du secteur agricole avaient pointé ce parti pris. L'intérêt financier avait en outre conduit les petits propriétaires fonciers et les utilisateurs de ressources des zones rurales à s'orienter vers le tourisme et la commercialisation de la foresterie et de l'agriculture en vue de l'exportation, et à priver ainsi de terres un nombre important d'habitants des zones rurales n'ayant plus accès à la

biodiversité et aux ressources naturelles et, par là, fortement vulnérables aux effets des changements climatiques.

4.2.7 Absence de l'égalité des sexes dans les cadres de réaction de l'adaptation

Les stratégies nationales d'adaptation avaient maladroitement intégré les aspects liés aux inégalités hommes-femmes. Elles contenaient d'importantes lacunes dans la plupart des secteurs vulnérables tels que l'agriculture, la biodiversité et l'eau, en ne prévoyant aucune disposition pour les effets des changements climatiques différenciés par sexe. Les dispositions, telles que la sécurité foncière et l'accès aux informations techniques comme les prévisions météorologiques et climatiques, aux microcrédits et aux opportunités d'emplois productifs, avaient souvent été maladroitement prévues et peu élargies aux femmes. Or, l'élaboration de solutions adaptées aux besoins des bénéficiaires était aussi importante que leur concrétisation.

4.2.8 Financement climatique et adaptation

La manifestation a inclus une discussion sur le financement de l'adaptation. Un expert a affirmé que la création du Fonds vert pour l'Afrique était une idée peu et mal programmée. Il a observé que la gestion des sources multiples posait déjà de grandes difficultés et que l'ajout de ce fonds compliquait la situation. Il a également soulevé la question de la sécurisation de l'accès des pays aux financements.

4.2.9 Nécessité d'une gouvernance efficiente

Ont été soulignées l'importance de sensibiliser les différents secteurs au climat et la nécessité d'une gouvernance efficiente et d'une définition de la nature des transformations requises pour les institutions. Il a été remarqué qu'un ensemble complexe de facteurs renforçait les contradictions inhérentes à la gouvernance, tandis que les changements climatiques multipliaient les risques et suscitaient des tensions sociales et une instabilité croissante. La question de l'égalité des sexes a également été prise en compte. Cette dimension était nécessaire pour réussir l'adaptation et la transition menant au développement à faible intensité de carbone.

4.2.10 Société civile et institutions

Un expert a signalé que la société civile se professionnalisait si fortement qu'elle en devenait inefficace. Il a précisé que les pays africains n'étaient pas tous dotés d'une stratégie complète sur les changements climatiques, et soulevé la question de savoir comment il serait possible de ne pas ralentir la dynamique en cours dans ce domaine. Il a souligné l'importance de connaître les institutions et structures locales existantes et d'assurer un fort leadership et d'abondantes ressources.

4.3 Réduction de l'écart entre les émissions

4.3.1 Introduction

Cette manifestation, organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a eu lieu le 1^{er} décembre 2011.

4.3.2 Experts et modérateur

Les experts présents étaient: 1) M. Joeri Rogelj (ETH de Zürich); 2) M. Niklas Hohne (Ecofys); 3) M. Joseph Alcamo (PNUE); 4) M. Jimmy Adegoke (CSIR); 5) M. David Lee (Manchester Metropolitan University); 6) M. P.R. Shukla (Institut indien de gestion). Le chercheur

principal du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), M. Joseph Alcamo, a introduit le résumé analytique du nouveau rapport *Bridging the Emissions Gap*, qui a examiné et synthétisé les dernières études scientifiques sur cet écart et les moyens d'y remédier. Le PNUE avait sollicité, pour ce rapport, 55 chercheurs et experts de 28 entités scientifiques de 15 pays.

4.3.3 Résumé du rapport

Le rapport a conclu que, d'ici à 2020, les émissions mondiales devraient se réduire à 44 Gt si le monde voulait raisonnablement maintenir le réchauffement climatique en-deçà d'1,5 °C, ou même 2 °C. Il convenait de noter que, suite à l'Accord de Copenhague, 42 pays industrialisés et 44 pays en développement s'étaient engagés à réduire leurs émissions en présentant des montants exprimés en fourchettes. À Cancún, les Parties avaient officiellement pris acte de ces engagements et décidé de « contenir l'élévation de la température moyenne de la planète en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels ». Ils avaient également rendue possible l'option de « renforcer l'objectif global à long terme en fonction des connaissances scientifiques les plus sûres, notamment au sujet d'une hausse de la température moyenne de 1,5 °C au niveau mondial ». Même dans le cas où les pays honoreraient tous leurs engagements sur les émissions, et les failles existantes seraient comblées (reports d'émissions, changement d'affectation des terres et foresterie, méthodes comptables), l'écart atteindrait néanmoins 6 Gt en 2020, soit le montant des émissions annuelles des États-Unis. Si les pays s'en tenaient à leurs promesses minimales et adoptaient des méthodes comptables minorantes, cet écart serait probablement de l'ordre de 11 Gt. Les estimations le concernant (6-11 Gt) étaient plus larges que celles retenues par le rapport du PNUE *2010 Emissions Gap Report*. Cet écart signalait que le monde s'orientait vers un réchauffement de 3,5 °C par rapport au niveau préindustriel.

4.3.4 Réduction de l'écart

Après avoir porté leur attention sur l'écart entre les émissions, les experts ont discuté des moyens de le réduire: privilégier l'efficacité énergétique et les énergies propres et renouvelables; s'efforcer de réduire de moitié le déboisement; améliorer la gestion des déchets et les pratiques agricoles; prendre des mesures dans le domaine de l'aviation et de la navigation maritime.

4.4 Préparation au financement de l'adaptation: accès régional et ventilation nationale

4.4.1 Introduction

Cette manifestation, organisée par le Centre africain pour les politiques climatiques (Commission économique pour l'Afrique) et One World, a eu lieu le 1^{er} décembre 2011. Elle a cherché à approfondir la discussion sur les financements climatiques en dépassant, pour ce faire, les frontières nationales, et à examiner les modalités d'utilisation des financements intérieurs dans la perspective de multiplier les ressources externes.

4.4.2 Experts et modérateur

Le débat a réuni: 1) M^{me} Monica Scatasta (Banque européenne d'investissement); 2) M. Simon Thuo (Partenariat mondial pour l'eau); 3) M. Seleshi Bekele (Centre africain pour les politiques climatiques); 4) M^{me} Clotilde Ngomba (Fonds forestier pour le bassin du Congo); 5) M^{me} Belynda Petrie (One World).

4.4.3 Questions aux experts sur la préparation au financement de l'adaptation

Les experts ont répondu aux questions suivantes:

- Quelles devaient être les principales composantes de l'accès régional – les projets multinationaux ou les projets transfrontières ?
- Comment les méthodes transfrontières de gestion des ressources naturelles pouvaient-elles modifier le cadre juridique et institutionnel des financements climatiques ?
- Quels étaient les responsables d'institutions spécialisées dans les initiatives transfrontières et régionales sur le financement et quelle était leur légitimité ?
- Quel rôle les fonds spécialisés dans les projets régionaux et transfrontières, comme le Fonds forestier pour le bassin du Congo, pouvaient-ils jouer dans l'élargissement de l'accès régional aux financements climatiques ?
- Compte tenu de la situation de l'accès régional, comment la ventilation des ressources était-elle déterminée au niveau national, et comment les pays en développement devaient-ils ou pouvaient-ils rendre compte de leurs dépenses actuelles et futures ?

4.4.4 Expérience de la Banque européenne d'investissement en Afrique

Les experts ont parlé de l'expérience de la Banque européenne d'investissement (l'organe financier de l'UE) dans le financement des initiatives régionales sur l'adaptation. L'expert a cité le cas de l'*Initiative pour l'eau et l'assainissement du lac Victoria*. Cette initiative, lancée en août 2004 lors de la Semaine de l'Eau de Stockholm, visait à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement concernant l'eau et l'assainissement dans les communes situées autour du lac Victoria. Elle a été envisagée en tant que programme régional des pays d'Afrique de l'Est partageant les ressources du lac. L'expert a également mentionné la difficulté d'obtenir des résultats concrets. Elle a posé la question de savoir à quel moment des résultats pouvaient être attendus. Elle a déclaré, en conclusion, que les banques étaient prêtes à fournir des instruments mais s'inquiétaient du délai de remboursement possible.

4.4.5 Rôle des personnes morales et des institutions dans les problématiques transfrontières

Un expert a soulevé la question de la personnalité morale des institutions engagées dans les initiatives de financement transfrontières et régionales et de leur légitimité. Il a précisé que les principales difficultés les concernant portaient sur leur engagement politique et l'allocation des ressources attendues. Il a noté que le secteur de l'eau n'était pas souvent considéré comme un facteur d'intégration régionale et économique. De nombreuses organisations régionales telles que le COMESA, la CAE et la CEDEAO recevaient leur mandat des États membres. Il a indiqué que certaines d'entre elles étaient très compétentes dans la gestion des ressources financières. Il a également cité les entités régionales (commissions et initiatives) organisées en fonction de ressources communes. Les sources de financement incluaient, à ses yeux, les États membres, les banques et les fonds d'affectation spéciale. L'expert a fait observer qu'en Afrique, les ressources en eau transfrontières étaient nombreuses (63 fleuves et 38 aquifères). La difficulté était de transformer ces initiatives en institutions bien développées. Les instruments financiers utilisés incluaient les subventions, les prêts et les garanties. Il a signalé, en conclusion, que les investissements privés jouaient par exemple un rôle central dans le développement de l'irrigation. Il a été indiqué que la collaboration transfrontières donnait généralement l'occasion de régler des questions qui ne pouvaient pas l'être unilatéralement.

4.4.6 Le Fonds forestier pour le bassin du Congo

Les participants ont fait part de l'expérience du Fonds forestier pour le bassin du Congo, qui couvrait 10 pays et dont le financement provenait de la Banque africaine de développement. L'expert a présenté ce qu'elle a appelé « les problématiques transfrontières temporaires » et illustré son propos par le cas d'un « éléphant qui aurait décidé de quitter la RDC pour se rendre au Cameroun ». Elle a rappelé les obstacles rencontrés lors de la mobilisation des fonds destinés aux initiatives transnationales telles que le Fonds forestier pour le bassin du Congo, en précisant que « le versement des fonds était aisé mais la collecte des fonds, difficile ».

4.4.7 Autres points abordés

Les autres points abordés ont été les suivants:

- L'Afrique continuait d'adopter une tournure d'esprit traditionnelle à l'égard des prêts. Ceux destinés à la création d'une entreprise devaient être distingués de ceux visant les effets des changements climatiques. L'Afrique devait considérer la planète comme un monde en soi et se concentrer sur les bénéfices sociaux.
- Cette priorité aux bénéfices sociaux constituait un élément central lors du choix des projets financés par la Banque européenne d'investissement.
- Cette dernière alliait les subventions et les prêts. Les subventions seraient toutefois insuffisantes.
- Il était faux de penser que les investissements dans les activités climatiques n'étaient pas rentables.
- La question a été posée de savoir pour quelles raisons certaines initiatives transfrontières échouaient ou étaient plus longues que prévu ?
- Les partenariats public-privé dépendaient de la forme du cadre institutionnel les concernant. Si ce dernier était fragile, le partenariat était voué à l'échec.
- L'un des problèmes posés à la gestion des ressources transfrontières concernait le fait que les traités étaient signés avant l'occurrence des changements climatiques.

Les autres difficultés mentionnées durant la discussion incluaient: la variabilité des priorités; le fait que tous les pays concernés par un projet devaient accepter son mode de financement transfrontières et qu'aucun d'entre eux ne souhaitait investir dans un projet dont les bénéfices seraient, eux aussi, transfrontières.

4.5 Stimuler la transition vers les systèmes énergétiques modernes en Afrique

4.5.1 Introduction

Cette manifestation, organisée par le Centre africain pour les politiques climatiques (Commission économique pour l'Afrique), a eu lieu le 7 décembre 2011.

4.5.2 Experts et modérateur

Le débat a réuni: 1) M. Yacob Mulugetta (CAPC/CEA); 2) M. Jean-Yves Caneill (Responsable des stratégies climatiques chez EDF, France); 3) M^{me} Katrina Managan (Johnson Controls Incorporated); 4) M. John Christensen (Centre Risoe du PNUE); 5) M. Francis Yamba (Centre pour l'énergie, l'environnement et l'ingénierie); 6) M. Irving Mintzer (Potomac Energy Fund). La table ronde a été animée par M. Youba Sokona (CAPC/CEA).

Ces dernières années, plusieurs pays africains avaient fait preuve d'ambition et de créativité dans leur réalisation des objectifs de développement. L'une des composantes les plus saillantes de ces objectifs concernait la nécessité de se développer dans un contexte mondial de limitation des émissions de carbone. Toute stratégie de développement à faible taux de carbone était considérée comme un élément central des plans de développement – et continuerait de l'être à l'avenir. Les stratégies énergétiques à faible intensité de carbone occupaient une place prééminente dans ces plans. La question demeurait toutefois de savoir comment il était possible de stimuler et d'assurer une transition énergétique réussie qui satisferait aux besoins des pays africains en matière de développement et résoudrait les problèmes posés par les changements climatiques. Ce problème était particulièrement difficile pour les zones rurales du fait de l'isolement des habitations, et exigeait que les besoins en technologies soient évalués, les financements et le développement institutionnel, modifiés, et les instruments stratégiques, adaptés. La manifestation visait à animer le débat sur le lien existant entre l'énergie et le développement, et à recenser les vecteurs et les obstacles de la transition menant aux technologies énergétiques modernes en Afrique.

4.5.3 Questions sur la redynamisation de la transition

Les experts ont centré leur discussion sur plusieurs questions essentielles:

- Pourquoi l'accès à l'énergie continuait-il d'être problématique en Afrique?
- Quelles étaient les options encourageantes en matière de technologies énergétiques à faible taux de carbone adaptées aux conditions africaines et susceptibles de fournir rapidement de l'énergie à des fins productives ?
- Quels étaient les principaux vecteurs de la transition énergétique vers les technologies modernes dans le cadre du développement et quels étaient les domaines d'intervention centraux ?
- Les institutions et stratégies mises en place étaient-elles en mesure de stimuler la transition énergétique en Afrique ?
- Quels enseignements les décideurs africains du secteur de l'énergie tiraient-ils de l'expérience des autres continents, en particulier des pays asiatiques ?
- Quelles étaient les opportunités financières existantes, dans quelle mesure pouvaient-elles favoriser la transition énergétique et quels étaient les financements novateurs existants qui pouvaient accompagner les activités énergétiques en Afrique ?

4.5.4 Exemple de l'installation de services électriques ruraux par EDF

L'expérience d'EDF (fournisseur d'énergie) dans l'installation du groupe Rural Electricity Services Company a été abordée sous l'angle du modèle organisationnel. Il a été noté que ce type d'entreprises était présent en Afrique du Sud, au Botswana, au Mali, au Maroc et au Sénégal. Il avait recours aux technologies normalisées telles que les panneaux solaires et les éoliennes. Le groupe EDF avait fourni une subvention (représentant 60 à 80 % de l'investissement de départ) et l'assistance technique. Au-delà de cette subvention, le groupe était censé agir en tant qu'entreprise commerciale.

4.5.5 Exemple de l'amélioration de l'efficacité énergétique par Johnson Controls

L'exemple de l'amélioration de l'efficacité énergétique par Johnson Controls a été cité. L'expert a noté que le modeste investissement initial, axé sur l'efficacité, avait été très rentable du fait des économies de coûts. Elle a fait part de l'expérience d'une initiative menée au Mexique,

laquelle offrait gratuitement des réfrigérateurs en échange d'anciens modèles, l'objectif étant de remédier à la difficulté financière de l'efficacité énergétique.

4.5.6 Accès à l'énergie

Un expert a noté que le débat sur l'accès énergétique semblait se limiter à l'élargissement de l'accès des foyers. Ce débat et les initiatives qu'il suscitait ne pouvaient réussir du fait du niveau limité des revenus disponibles. Il a argumenté en faveur du repositionnement de cette problématique qui ne devait plus privilégier l'accès des foyers mais celui du secteur productif. Des arguments ont également été avancés en faveur d'une appropriation, par le secteur public, des grands projets énergétiques menés en Afrique. Un autre expert a souligné la nécessité d'assurer la pérennisation de la demande et des marchés existants.

4.5.7 Énergie et productivité

Les experts ont convenu qu'il était nécessaire de privilégier l'énergie dans l'expansion du secteur productif. Il a été affirmé que le volet financier était fondamental pour y parvenir. Il était crucial de disposer de sources d'énergie novatrices. Deux difficultés ont été identifiées. La première concernait les modalités de la mobilisation des capitaux. La seconde portait sur les moyens de s'assurer que ces capitaux seraient réutilisés périodiquement par le biais de petites et moyennes entreprises. Sur la question de la mobilisation, il convenait d'examiner les moyens de rassembler des fonds institutionnels tels que les fonds syndicaux des pays développés. Les fonds publics étant limités, l'expert a recensé les problèmes posés au Japon (séisme), à l'Union européenne (crise économique) et aux États-Unis (déficit budgétaire). Il a été avancé qu'une part substantielle devait ainsi provenir de sources privées. L'expert a mentionné la possibilité d'imposer une taxe financière, par exemple sur les carburants de soute.

4.5.8 Recommandations

La manifestation s'est conclue par quatre recommandations importantes, à savoir:

- Que les décideurs privilégient l'énergie destinée à un usage productif en tant que vecteur central de la transition énergétique, de préférence aux difficultés posées par l'accès à l'énergie des foyers;
- Que des méthodes intersectorielles soient utilisées pour stimuler la transition énergétique, en raison du caractère intersectoriel de l'énergie et du rôle central qu'elle jouait dans le développement (qu'il soit social ou économique);
- Que le financement des technologies modernes liées à l'énergie soit une priorité. Il était important de dépasser les sources de financement traditionnelles qui n'avaient pas servi les intérêts de l'Afrique. Certains financements climatiques novateurs pouvaient offrir des avantages tels que la possibilité de collecter des fonds par le biais de taxes sur les services de transport international;
- Que les décideurs en matière de stratégies, de recherche et de pratiques unissent leurs efforts pour bâtir une base de connaissances appropriée et transmettent les données d'expérience sur le terrain.

5. Attentes africaines et résultats de Durban

5.1 Attentes africaines à l'égard de Durban

L'Afrique s'était rendue à Durban en nourrissant deux attentes majeures: la mise en œuvre des Accords de Cancún (et plus particulièrement l'adoption, par la conférence, du rapport du comité

transitoire sur le Fonds vert) et celle de l'accord sur la deuxième période d'engagement pour le Protocole de Kyoto. Outre qu'ils réaffirmaient les engagements pris par les pays développés en matière de financements à mise en œuvre rapide et à long terme dans l'Accord de Copenhague, les Accords de Cancún ont créé deux institutions importantes: le Fonds vert pour le climat et le Comité permanent sur le financement. La conception du premier a été confiée au comité transitoire. Peu avant la Conférence de Durban, ce comité a achevé ses travaux et préparé un projet de rapport pour présentation lors de cette réunion. Lors de la réunion du Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur les changements climatiques, tenue avant la conférence, il a été indiqué que le rapport du comité correspondait à la position africaine. Il était prévu que certains pays souhaitent ouvrir un débat sur ce document. Afin de protéger la position africaine, le Comité a souligné qu'il était essentiel que tous les moyens soient utilisés pour empêcher toute forme de débat sur le rapport et engager les Parties ayant exprimé des réserves à son sujet.

Étant donné que la première période d'engagement du Protocole de Kyoto arrivait à son terme à la fin 2012, le Canada, le Japon et la Russie avaient déclaré qu'ils ne prendraient aucun engagement quantifié sur la réduction des émissions au titre de ce protocole. Les autres Parties visées à l'annexe I avaient fait part des conditions de leur accord à signer une deuxième période d'engagement. L'Union européenne avait exprimé son appui, lequel s'inscrivait dans le cadre d'une décision incluant l'ensemble des grandes économies. La Nouvelle-Zélande et l'Australie avaient signalé leur intention de souscrire à une deuxième période d'engagement, sous réserve qu'elle s'inscrive dans un accord équilibré incluant l'ensemble des principaux émetteurs et autorisant le renforcement et l'unification des méthodes comptables.

La position africaine considérait que cette deuxième période d'engagement était absolument essentielle pour les intérêts de l'Afrique du fait que la CCNUCC et le Protocole de Kyoto constituaient le cadre juridique mondial central en matière de changements climatiques. Le Comité a souligné la nécessité d'engager les Parties à autoriser une deuxième période d'engagement. Si cet engagement ne pouvait être obtenu, il était toutefois convenu que les principaux éléments du protocole (à savoir l'infrastructure institutionnelle et les mécanismes de flexibilité) seraient sauvegardés.

5.2 Résultats de Durban

5.2.1 Plate-forme de Durban

La Conférence de Durban, tenue du 29 novembre au 13 décembre 2011 (soit deux jours de plus que prévu), a donné lieu à une nouvelle série de négociations. Elle a également résolu de mettre en œuvre plusieurs décisions des Accords de Cancún et d'accepter une deuxième période d'engagement pour le Protocole de Kyoto. Du point de vue africain, la conférence pouvait être considérée comme réussie puisqu'elle satisfaisait aux deux attentes majeures du continent présentées ci-dessus.

La conférence a créé un organisme subsidiaire, appelé Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée, dans le cadre duquel un processus a été lancé « en vue d'élaborer un protocole, un autre instrument juridique ou un texte juridique au titre de la Convention applicable à toutes les Parties ». Il a été décidé que cet organisme subsidiaire devrait achever son travail au plus tard en 2015, afin de laisser suffisamment de temps à l'obtention des ratifications nécessaires à l'entrée en vigueur des conclusions des négociations à partir de 2020. Les négociations menées dans le cadre de la plateforme porteront sur des questions relatives à l'atténuation, à l'adaptation, au financement, au développement et au transfert des technologies, à la transparence des mesures, ainsi qu'au soutien et au renforcement des capacités.

5.2.2 Deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto

La Conférence de Durban a adopté une décision instituant une deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto. Cette deuxième période, qui commencera le 1^{er} janvier 2013, pourrait durer cinq ou sept ans. Sa durée précise sera déterminée par une décision prise par le Groupe de travail spécial sur les nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto à sa dix-septième session. Il est à noter que l'option concernant la période la plus courte pourrait créer un décalage entre le Protocole de Kyoto et l'entrée en application des résultats de la plate-forme de Durban. L'objectif global de la deuxième période d'engagement était de veiller à ce que les émissions totales des gaz à effet de serre par les Parties visées à l'annexe I soient réduites, d'ici à 2020, de plus de 25 à 40 % par rapport aux niveaux de 1990. Toutefois, étant donné que le Japon, la Russie et le Canada refusaient de souscrire à l'engagement au titre de la deuxième période et que les États-Unis n'étaient pas partie au Protocole, on ne savait pas trop comment cet objectif global pourrait être réalisé.

Les objectifs fixés pour chacun des pays visés à l'annexe I qui étaient parties au Protocole de Kyoto et avaient souscrit à la deuxième période d'engagement, figuraient à l'annexe de la décision en question. Les Parties avaient également accepté de convertir lesdits objectifs en objectifs chiffrés de limitation et de réduction des émissions (QELRO), et de communiquer les résultats afférents au 1^{er} mai 2012, pour examen par le Groupe de travail spécial sur les nouveaux engagements des parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto à sa dix-septième session. Le Groupe de travail soumettrait les résultats de ses travaux à la conférence suivante, tenue à Doha, en vue de modifier l'annexe B du Protocole.

5.2.3 Le Fonds vert pour le climat

Les Accords de Cancún avaient établi le Fonds vert pour le climat, lequel devrait gérer une partie importante des 100 milliards de dollars américains que les pays développés avaient accepté de mobiliser d'ici à 2020. La Conférence de Durban a approuvé l'instrument régissant le fonds auquel elle a également accordé le statut d'entité chargée de la gestion du mécanisme financier de la Convention. Durant les négociations, plusieurs questions ayant trait au fonds ont constitué des points de divergence entre les Parties. Par exemple, devant la proposition faite par de nombreux pays en développement concernant le statut du fonds, les États-Unis ont exprimé leur ferme conviction selon laquelle ce dernier ne devrait pas jouir du statut de personnalité juridique. Toutefois, les représentants présents à la conférence ont fini par décider que le fonds serait doté d'un tel statut et de la capacité juridique. Parmi les autres points d'achoppement figuraient l'identité du pays hôte, l'administrateur et le secrétariat du fonds. Le Conseil du fonds s'acquitterait de plusieurs tâches dont dépendrait la rapidité avec laquelle le Fonds deviendrait opérationnel. Ces tâches incluaient:

- L'élaboration d'une procédure d'approbation tacite transparente pour veiller à l'harmonie avec les stratégies et les plans nationaux concernant le climat, ainsi qu'avec l'approche axée sur les pays, et faire en sorte que le Fonds accorde un financement direct et indirect satisfaisant aux secteurs public et privé;
- L'équilibre à respecter dans l'allocation des ressources entre les activités d'adaptation et celles relatives à l'atténuation;
- La mise en place des politiques et procédures nécessaires pour disposer d'un processus permettant une reconstitution rapide et adéquate du Fonds;
- La sélection du pays hôte;
- En collaboration avec le pays hôte, la mise au point d'arrangements juridiques et administratifs pour accueillir le Fonds et veiller à ce que la personnalité juridique et les

privilèges et immunités lui soient rapidement attribués, et que ses fonctionnaires en bénéficient également;

- La mise en place, dans les meilleurs délais, d'un secrétariat indépendant pour le Fonds dans le pays hôte;
- La sélection, dans les délais impartis, de l'administrateur du Fonds à l'issue d'un appel d'offres ouvert et transparent, afin d'éviter toute discontinuité dans les services de l'administrateur;
- La mise en place d'un processus pour la collaboration avec le Comité pour l'adaptation et le Comité exécutif de la technologie, ainsi qu'avec d'autres organes thématiques compétents prévus par la Convention, et définir, si besoin était, les liens entre le Fonds et ces derniers;
- La nomination d'un secrétariat provisoire selon les critères définis par la Conférence de Durban.

En application de la décision prise par la Conférence de Durban, le Conseil serait composé de 24 membres représentant à égalité les pays développés et les pays en développement. La Conférence a en outre déterminé la façon dont les membres appartenant aux pays en développement et aux groupes de négociation des Parties serait répartis géographiquement. L'Afrique serait par exemple représentée par quatre membres et les PMA, par un membre. Il reviendrait aux groupes des Parties telles que l'Afrique et les PMA de désigner leurs représentants même si les membres devraient avoir l'expérience et les compétences nécessaires dans les domaines des changements climatiques et du financement du développement. La parité des sexes devrait également recevoir l'attention voulue. Le Conseil serait présidé par deux coprésidents, l'un venant d'un pays développé et l'autre d'un pays en développement – élus par les membres du Conseil. S'inspirant de la façon dont les décisions ont été adoptées par la Conférence des Parties, il était également prévu que les décisions du Conseil soient adoptées par consensus et que ce dernier soit chargé d'élaborer des procédures pour l'adoption des décisions, dans l'éventualité où l'unanimité ne pourrait pas être obtenue. Le Conseil mettrait au point et appliquerait le processus d'accréditation pour permettre aux observateurs d'assister à ses réunions. Quatre observateurs actifs seraient en particulier invités à y participer – deux représentants de la société civile et deux du secteur privé.

L'instrument régissant le Fonds reconnaissait que les principales modalités d'accès seraient l'accès direct, grâce aux entités de mise en œuvre nationales accréditées, et l'accès indirect, grâce aux entités de mise en œuvre multilatérales accréditées. Ces modalités marquaient une amélioration par rapport au Fonds pour l'environnement mondial, et rappelaient celles du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto. En tant qu'amélioration sensible de ce dernier, l'instrument a toutefois reconnu également la nécessité de fournir des ressources destinées à renforcer les capacités des institutions des pays en développement Parties, de façon à ce qu'elles satisfassent aux principes et aux normes fiduciaires, et aux mesures de protection environnementale et sociale, dont le respect était une condition préalable à l'accréditation. Le Fonds pour l'adaptation prévoyait la modalité d'accès direct. Pourtant, seules trois institutions nationales avaient été accréditées en Afrique par le Fonds pour l'adaptation. L'une des raisons avait trait à l'incapacité des institutions nationales africaines de satisfaire aux normes fiduciaires dont l'application était une condition préalable à l'accréditation. À cet égard, la disposition qui autorisait le Fonds vert pour le climat à fournir des ressources visant à renforcer la capacité des institutions de satisfaire aux normes d'accréditation constituait une amélioration.

5.2.4 Engagements des pays développés dans l'atténuation

À Cancún, les Parties, après avoir reconnu les objectifs en matière d'atténuation soumis par les pays développés à la suite de l'Accord de Copenhague, leur ont demandé d'accroître leur ambition dans le but de réduire leurs émissions globales à un niveau conforme à celui figurant dans le quatrième rapport d'évaluation du GIEC. Il a été en outre demandé au secrétariat d'organiser des ateliers en vue de clarifier les hypothèses sous-jacentes et les modalités relatives à de tels objectifs, y compris l'utilisation des crédits carbone à partir des mécanismes de marché et l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie, ainsi que les options et moyens d'accroître le niveau d'ambition. Deux ateliers sur ces questions ont été organisés en 2011 à Bangkok et à Bonn. La Conférence de Durban a reconnu le fossé existant entre le niveau général de réduction attendue des promesses faites aussi bien par les pays en développement que les pays développés, et selon lesquelles il fallait maintenir la hausse des températures en dessous de 2 °C.⁶ La Conférence a réitéré son appel aux pays développés à accroître leurs objectifs pour arriver au niveau de conformité au quatrième rapport d'évaluation du GIEC et à ceux qui l'ont suivi. Elle a également reconnu que la clarification des objectifs par les pays développés instaurait la confiance entre les Parties. En conséquence, il a été décidé de poursuivre le processus de clarification dans le cadre d'ateliers durant 2012. L'objectif des ateliers était de comprendre les hypothèses et les modalités liées aux objectifs individuels, par rapport notamment à l'année de base, aux valeurs potentielles du réchauffement planétaire, à la couverture des gaz, à la couverture des secteurs, aux réductions d'émissions attendues et au rôle de l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie, et à l'utilisation des compensations.

La Conférence de Cancún a décidé que les pays développés devraient soumettre des rapports bisannuels donnant en détail les mesures d'atténuation prises pour atteindre leurs objectifs de réduction, les baisses obtenues, les émissions prévues et le soutien financier, technologique et en matière de renforcement des capacités fournies au pays en développement. Elle a également décidé d'élaborer des directives pour les rapports bisannuels. Elle a adopté des directives relatives à la préparation de ces rapports par les pays développés.

La Conférence de Cancún a aussi établi, dans le cadre de l'Organisme subsidiaire de mise en œuvre, un processus pour l'évaluation et l'examen au niveau international des rapports bisannuels des pays développés. Elle a également établi un programme de travail pour l'élaboration des modalités et des procédures concernant cette évaluation et cet examen au niveau international. La Conférence de Durban a reconnu que ce processus d'évaluation et d'examen devrait permettre de comparer les objectifs et les résultats obtenus parmi les pays développés. Il devrait se dérouler d'une manière efficace, rentable et pratique, et ne pas imposer de fardeau aux Parties et au secrétariat. Elle a également décidé qu'il devrait comprendre un examen technique, le rapport bisannuel ainsi qu'une évaluation multilatérale de la mise en œuvre des objectifs. Elle a en outre adopté des modalités et des procédures pour le processus d'évaluation et d'examen au niveau international.

5.2.5 Mesures d'atténuation adaptées aux pays en développement

La Conférence de Cancún a pris acte des mesures d'atténuation adaptées au pays présentées par les pays en développement conformément à l'Accord de Copenhague. Elle a convenu d'examiner ces mesures lors d'ateliers, afin d'aider à mieux faire comprendre leur diversité, les hypothèses fondamentales et tout appui nécessaire à leur mise en œuvre. La Conférence de Durban a décidé de poursuivre ses efforts en 2012, en vue de mieux faire comprendre, lors d'ateliers, la diversité de ces mesures par les pays en développement. Les questions à examiner incluaient les hypothèses fondamentales, la méthodologie, les secteurs et les gaz couverts, les valeurs de potentiel

⁶PNUE, *Bridging the Emissions Gap: A UNEP Synthesis Report* (2011).

de réchauffement mondial utilisées, le soutien nécessaire pour la mise en œuvre des mesures d'atténuation et les résultats estimés en matière d'atténuation. Les ateliers étaient également destinés à instaurer la confiance entre les Parties et à partager des données d'expérience pour l'élaboration, par les pays en développement, de stratégies de développement à faible émission de carbone.

Les Accords de Cancún ont imposé une obligation aux pays en développement tenus de présenter des rapports bisannuels contenant des mises à jour des inventaires nationaux des gaz à effet de serre, notamment un rapport national d'inventaire, et l'information sur les mesures d'atténuation, le besoin et le soutien reçu. La Conférence de Durban a adopté les directives sur les rapports bisannuels de mise à jour.

La Conférence de Cancún a décidé d'établir un registre pour consigner les mesures d'atténuation adaptées au pays cherchant un soutien international, et faciliter la recherche de soutiens concernant ces mesures. Elle a également lancé un programme de travail pour l'élaboration des modalités et des directives facilitant les soutiens aux mesures d'atténuation par le biais du registre. La Conférence de Durban a décidé que ce registre devait être un plate-forme dynamique, basé sur le Web, géré par une équipe spécialisée relevant du secrétariat et structurée de manière souple en vue de tenir compte de la diversité des mesures d'atténuation et de la série des soutiens. La participation au système du registre serait volontaire et ne devrait consigner que l'information expressément soumise à cet effet. La Conférence a identifié l'information demandée aux pays en développement concernant les mesures d'atténuation pour lesquelles ils recherchent un soutien international, et celle demandée aux pays développés concernant les soutiens disponibles et ceux fournis aux pays en développement. Le secrétariat a été chargé de fournir une assistance aux pays en développement cherchant à obtenir des informations sur les sources de soutien consignées dans le registre. Il lui a également été demandé de présenter un projet de registre à la 36^e session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre, lequel devait améliorer sa conception.

À la Conférence de Cancún, il a été convenu que les mesures d'atténuation bénéficiant d'un soutien international et prises par les pays en développement, seraient soumises à des analyses et vérifications au niveau international. Les mesures d'atténuation bénéficiant d'un soutien national seraient analysées et vérifiées au niveau national et international. Les rapports bisannuels de mise à jour seraient, eux aussi, soumis à des consultations et analyses au niveau international. La Conférence a initié un programme de travail pour l'élaboration des modalités et directives applicables à ces consultations et analyses au niveau international. La Conférence de Durban a adopté ces modalités et directives ayant pour objectif d'assurer que le processus soit efficient, rentable, non intrusif, non punitif et respectueux de la souveraineté nationale. Les directives générales sur le mesurage national, l'établissement des rapports et la vérification des mesures d'atténuation bénéficiant d'un soutien national n'avaient pas encore été élaborées par l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique.

5.2.6 REDD+

La Conférence de Cancún a encouragé les pays en développement à contribuer aux mesures d'atténuation liées au secteur forestier, et à mener les activités suivantes selon leurs capacités respectives et les conditions nationales: i) réduire les émissions provenant du déboisement; ii) réduire les émissions provenant de la dégradation des forêts; iii) conserver les stocks de carbone forestier; iv) gérer de manière durable les forêts et renforcer les stocks de carbone forestier. Il a été décidé que ces activités devraient être mises en œuvre par phases, en commençant par l'élaboration de stratégies ou de plans d'action nationaux, de stratégies et de mesures, le renforcement des capacités, puis en mettant en œuvre ces plans et stratégies qui pourraient également inclure le développement et le transfert de technologies, la création d'activités de démonstration, en

débouchant sur des mesures fondées sur des résultats susceptibles d'être mesurés, notifiés et vérifiés. Le Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme a été chargé d'étudier les options de financement permettant la mise en œuvre complète des mesures fondées sur les résultats. Il a été mandaté par la Conférence de Durban pour élaborer les modalités et procédures applicables au financement des mesures fondées sur les résultats, et rendre compte des progrès réalisés (en incluant les recommandations nécessaires) à la Conférence de Doha.

5.2.7 Le Comité de l'adaptation

Le Cadre de l'adaptation de Cancún a été établi en vue de favoriser les efforts menés par les pays dans l'adaptation. Il a identifié un ensemble de domaines d'action prioritaires. Ils incluaient: i) un processus en vue d'aider les PMA dans la planification, la priorisation et la mise en œuvre de leurs mesures d'adaptation; ii) l'amélioration de la recherche liée au climat, de l'observation systématique et des systèmes de gestion de l'information; iii) le renforcement des institutions; iv) le soutien aux évaluations concernant l'impact, les vulnérabilités et l'adaptation, notamment celles des besoins financiers et des options d'adaptation; v) le transfert des technologies, pratiques et procédures, et le renforcement des capacités liées à l'adaptation. Dans ce cadre, le Comité de l'adaptation a été créé en vue de faire valoir l'importance de l'adaptation au sein de la CCNUCC et d'apporter un soutien technique aux Parties en vue d'accroître la cohérence des engagements orientés vers l'action. Le comité a été plus précisément chargé de promouvoir la mise en œuvre de l'action renforcée en s'acquittant des fonctions suivantes: fournir un soutien technique et des directives; renforcer l'échange d'informations sur les bonnes pratiques; promouvoir les synergies et renforcer les engagements des organisations, des centres et des réseaux; fournir des informations sur les bonnes pratiques applicables aux moyens d'encourager la mise en œuvre des mesures d'adaptation et de réduire les vulnérabilités; examiner les renseignements communiqués par les Parties sur le suivi et l'examen des mesures d'adaptation en vue de recommander d'autres mesures. Le Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme a été chargé de préciser la composition, les modalités de fonctionnement et les procédures du Comité de l'adaptation pour adoption par la Conférence. La Conférence de Durban a apporté toutes ces précisions.

6. Conclusion

Le Pavillon Afrique a connu un franc succès lors des différents services et manifestations qu'il a assurés. Les organisations ont travaillé avec l'Afrique du Sud à cet effet. Les tables rondes, les manifestations parallèles et la Journée de l'Afrique ont permis des échanges sur les changements climatiques dans le cadre du développement. Les pays et organisations ont pu faire connaître les activités qu'ils menaient dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques et le développement et mener des consultations qui, de toute évidence, donneront lieu à d'autres activités.

La Conférence de Durban a satisfait aux deux demandes prioritaires de l'Afrique malgré sa prolongation de deux jours: adoption de l'instrument régissant le Fonds vert pour le climat et de la deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto. Son autre résultat, le lancement de la plate-forme de Durban, a suscité une participation mondiale (dont la forme et le contenu n'étaient pas nécessairement uniformes) en faveur de la prévention du réchauffement au-dessus du niveau acceptable.

Il restait toutefois plusieurs questions non réglées qui exigeront de nouvelles négociations. L'Afrique devait accroître son rôle d'appui à la Conférence et aux pays en participant aux plates-formes lui permettant de parvenir rapidement à un accord sur les sources de financement. Les négociations devaient s'inspirer du rapport du Groupe de travail nommé par le Secrétaire général des Nations Unies. Les fonds devaient également être capitalisés de manière appropriée. Les représentants de l'Afrique et des PMA au sein du Conseil jouaient un rôle essentiel dans l'adoption

rapide des stratégies et arrangements permettant aux fonds d'assumer ses fonctions principales liées à la mobilisation et à l'allocation des ressources financières.

L'Examen de l'objectif du réchauffement à long terme, convenu lors de la Conférence de Cancún, serait un autre rendez-vous important pour l'Afrique, qui veillera à ce que l'objectif visé pour la hausse mondiale des températures (2 °C) ne l'expose pas à des risques intenable. Le Groupe des négociateurs africains, la Conférence ministérielle africaines sur l'environnement et le Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur les changements climatiques devaient accroître leurs efforts pour assurer, au plus vite, la conclusion d'un accord sur la portée de cet examen et ses dispositions. Il était également urgent que les amendements portés au Protocole de Kyoto soient adoptés l'année prochaine, et que la première et la deuxième périodes d'engagement se suivent sans discontinuité.

Il était à ce propos important de soutenir le Groupe des négociateurs africains, la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement et le Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur les changements climatiques dans cette entreprise. Il s'agissait ainsi, pour les trois principales institutions ayant organisé le Pavillon Afrique, à savoir la CUA, la BAD et la CEA, de coordonner et d'accroître l'appui qu'elles portaient déjà aux trois groupes. Il convenait de mener une analyse sur la plate-forme de Durban et les questions à déterminer dans la perspective des futures négociations, en vue d'identifier et de mettre en application les domaines nécessitant de nouvelles recherches accompagnées par le CAPC-CEA. La BAD jouait un rôle important en apportant un soutien financier, lequel permettait la participation du groupe dans les négociations et les séances préparatoires. L'action de la CUA était également essentielle pour la mobilisation et la prestation des appuis politiques et financiers, ainsi que la coordination entre la CEA et la BAD.

Annexe: Liste des manifestations parallèles

N°	Nom	Intervenants	Date, heure et lieu
1	Adaptation aux changements climatiques en Afrique	M. Saleemul Huq M. Tom Downing M ^{me} Emily Massawa M. Al-Hamndou Darsouma M. John Ward M. Mbarack Diop	1 ^{er} décembre 2011, 11h30-13h00, Salle Désert
2	Adaptation aux changements climatiques – Perspective kenyane	M. Harun Warui M. Cleophas Wangombe Eng. Moses Omedi M. Ali D. Mohamed M. Francis Lelo M. Chris Gakahu M. Richard Fox	1 ^{er} décembre 2011, 13h20-14h40, Salle Désert
3	Modalités de la résilience des populations locales (Local Agenda 21)	M. Sena Alouka M ^{me} Karuna Rana M. Kanlisson Damien Colette Benodji Hountondji Mawuse	1 ^{er} décembre 2011, 15h00-16h30, Salle Fleuve
4	Progrès de la régionalisation climatique en Afrique	M. Joseph Daron M. Richard Jones M. Joseph Intsiful Mme Mzime Murisa	1 ^{er} décembre 2011, 11h30-13h00, Salle Fleuve
5	Discussion sur la géo-ingénierie	M. Jason J Blackstock M ^{me} Mulugeta Mengist Ayalew M ^{me} Clarisse Kehler Siebert	2 décembre 2011, 9h00-11h00, Salle Désert
6	Agriculture et changements climatiques en Afrique		2 décembre 2011, 11h30-13h00, Salle Désert
7	Modélisation de l'économie verte		2 décembre 2011, 9h00-14h40, Salle Forêt tropicale
8	Terres cachées: garantir la transparence lors de l'acquisition et de l'allocation. Gestion de l'acquisition foncière et intérêt des populations locales	M. Ken Johm M. Gaynor Paradza M. Josue Dione M. M.E. Chipeta M. Ndaiaye Moulamet Lamine Hon. Sisa Njikelana	2 décembre 2011, 11h30-13h00, Salle Forêt tropicale
9	Enseignements tirés de l'agriculture et du climat: données d'expérience sur la production agricole et les petits exploitants (étude de cas malienne)	M. Alexander Muller M. Alamir S. Toure Mme Nadine Azzu M. Adama Kouyate M. Souleymane Cisse	2 décembre 2011, 13h20-14h40, Salle Forêt tropicale

10	Sources du financement climatique		2 décembre 2011, 16h45-18h15
11	Forêts en voie de disparition: comment renverser la tendance par la gestion durable ?	M ^{me} Marta Monjane M. Gerhard Diertele M. Martin Tadoum M. Richard E. Atyi M. Abdoulaye Dagamaissa M. Alfred Gichu M. Ken Johm	2 décembre 2011, 15h00-16h30, Salle Forêt tropicale
12	Bâtir la résilience face aux catastrophes	M. Aneson Cadribo M. Pedro Basabe M. Khalil Timamy M. Adama Alhassane Diallo M. Al Arquillano (Maire) M. Laban Ogallo M ^{me} Rhoda Peace	3 décembre, 9h00-11h00, Salle Désert
13	Solutions stratégiques mondiales pour l'adaptation et l'atténuation	M ^{me} Rhoda Peace M ^{me} Ania Grobicki M. Anders Berntell M. Chris Moseki M. Carlos Manuel Rodriguez M. Simon Thou M. Bai Maas Taal M. Mahmoud Abu-Zeid	3 décembre 2011, 09h00-12h00, Salle Fleuve
14	Journée de l'Eau et premier jour du Dialogue de haut niveau: Session 2: Infrastructure, solutions techniques et écosystémiques	M. Trevor Balzer M. Sering Jallow M. Colin Herron M. Frank Lowenstein	3 décembre 2011, 12h00-13h00, Salle Fleuve
15	Solutions financières et institutionnelles	M ^{me} Monica Scatasta M. Mike Muller M. Aly Abou-Sabaa M. Nigel Topping M. Paul Simpson	3 décembre 2011, 15h00-16h00, Salle Fleuve
16	Leadership pour l'environnement et le développement	M. Raphael B. Omotogunja M ^{me} Maureen Atkintayo M. Tunde Imolehin	4 décembre 2011, 11h30-13h00
17	Nutrition et changements climatiques: créer le lien en vue d'améliorer les modes de subsistance, la résilience, la santé et la responsabilisation des femmes	M. Carlos Dora M. Robin Means Mme Sheila Sisulu M. Alexander Muller M ^{me} Jaspreet Kindra M ^{me} Cristina Tirado	4 décembre 2011, 18h30-20h00, Salle Désert
18	Investir dans les régimes REDD en République démocratique du Congo		5 décembre 2011, 9h00-11h00, Salle Désert
19	Changements climatiques et ressources forestières africaines	M ^{me} Linda Mossop-Rousseau M. Godwin Kowero M. Jochen Statz M ^{me} Julia Randimbisoa M. Oliver Gardi	5 décembre, 11h30-13h00, Salle Désert
20	Lancement de l'atlas de l'Afrique	M. Tom Downing	5 décembre 2011, 13h20-14h40

21	Mesures d'atténuation adaptées aux pays	M ^{me} Caroline De Wit M ^{me} Ken John M ^{me} Amanda Souley Massaoudou M. William Kojo Agyemang Bonsu M. Masayuki Karasawa M. Seyni Nafo	5 décembre 2011, 15h30-16h30, Salle Forêt tropicale
22	Programme-pilote de résilience face aux chocs climatiques (PPCR)	M. Ali'ioaigi F. Elisaia M. Andrew Steer M. Abdelkrim Ben Mohammed M. Hopeerton Peterson M ^{me} Chichova Ana	5 décembre 2011, 09h00-11h00, Salle Fleuve
23	Adaptation aux changements climatiques et développement: méthode inclusive	M ^{me} Kanta Kumari M. Al-Hamndou Dorsuma M. Alfred Hans Grunwaldt M. Mbarack Digo M. Tom Downing M. Mark New	5 décembre 2011, 11h30-13h00, Salle Fleuve
24	Information exclusive: les marchés énergétiques en Afrique	M. Carlos Calvacanti M. Kurt Lonsway M ^{me} Carolin Limbo	5 décembre 2011, 15h00-16h00, Salle Fleuve
25	Croissance verte : le potentiel africain	M. Simon Zadek M. Jean-Yves Caneil M ^{me} Buchi Msekela M. Muyeye Chambwera M ^{me} Amai-Lee Amin M ^{me} Sharmala Naidoo M ^{me} Hela Cheikhrouhhou M. Richard Va Leenwen	5 décembre 2011, 11h30-13h00, Salle Fleuve
26	Représentation des femmes dans la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+)	M ^{me} Adiola Akiyode-Afolabi M. Ayo Adewole M ^{me} Osprey Lake M ^{me} Rosemary Enie M. Surveyor Efik	6 décembre 2011, 16h00-18h15, Salle Désert
27	Conférence ministérielle africaine sur l'environnement	M. Richard Kinley M. Manyane Moleleki M ^{me} Edna Mdlewa M. Bali Taal M. Anders Berntell M. Jose Valencia	6 décembre 2011, 09h00-11h15, Salle Fleuve
28	Mise en œuvre du Plan d'action sur l'environnement de l'UA/NEPAD	M ^{me} Estherine Fotabong M. Ibrahim A. Mayaki M ^{me} Rhoda Peace M. Mounkaila Goumandakoye M. Stuart Mangold M. Peter Acquah M. Thomas Tata M. Augustine Njamshi M. John Mugabe	6 décembre 2011, 11h40-13h20, Salle Fleuve

29	Égalité des sexes et agriculture respectueuse du climat	<p>M^{me} Estherine Fotabong (PIVD-NPCA)</p> <p>M^{me} Tadesse Zenebu (Ministre éthiopienne de la femme, de l'enfance et de la jeunesse)</p> <p>M. Ibrahim Mayaki (Directeur de l'Agence du NEPAD)</p> <p>M. Arvinn Eikeland Gadgil (Conseiller au MAE norvégien)</p> <p>M^{me} Priscilla Akchapa (WEP, Nigeria)</p> <p>M^{me} Guta Atsede (Conseillère au Ministère éthiopien de la femme, de l'enfance et de la jeunesse)</p> <p>M^{me} Wendi Losha Bernadette (Services aux femmes rurales, Cameroun)</p> <p>M^{me} Maria D. Phiri (COMESA)</p>	7 décembre 2011, 09h25-11h25, Salle Désert
30	Fonds forestier pour le bassin du Congo: concrétiser les régimes REDD+ dans les pays du bassin	<p>M^{me} Clotilda Ngomba (Fonds forestier pour le bassin du Congo)</p> <p>M. Georges Wamukoya (Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe)</p> <p>M. Raymond Lumemamo (World Wildlife Fund/RDC)</p> <p>M. Laurent Some (World Wildlife Fund Africa)</p> <p>M^{me} Danae Maniatis (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)</p> <p>M. Stub Tove (Ministère norvégien de l'environnement)</p> <p>M. Martin Tadoum (COMIFAC, Commission pour le reboisement de l'Afrique centrale)</p> <p>M. Vincent Kasulu (CCNUCC)</p> <p>M. Timothy Mealey (Meridian Institute)</p> <p>M. Henri Ndjombo (République du Congo)</p> <p>M. Gregory Barker (Royaume-Uni)</p>	7 décembre 2011, 10h00-13h00, Salle Forêt tropicale
31	Exploitation du potentiel: tirer parti du financement climatique en Afrique		2 décembre 2011, 15h40-16h00

32	Fonds d'investissements climatiques: investir dans les énergies renouvelables et servir le développement de l'Afrique	M ^{me} Hela Cheikhrouhou M. Caleb Indiarisi M. Dicky Edwin Hindarto M. Steve Lenon M. Abderrahim El Hafidi M. Alassane Agalasou	7 décembre 2011, 09h00-11h00, Salle Fleuve
33	Vers une nouvelle stratégie énergétique pour l'Afrique	M. Sakkie Leimecke M. Eric Usher M ^{me} Hela Cheikhrouhou	7 décembre, 11h30-13h00, Salle Fleuve
34	Terres, eau et forêts: les fondements du développement résilient au climat en Afrique		8 décembre 2011, 14h30-16h00, Pavillon Afrique
35	Manifestation de la PACJA - observations et consultation de la CMAE et du Groupe Afrique avec la société civile africaine	M. Seyni Nafo (Porte-parole du groupe des négociateurs africains)	9 décembre, 13h50-14h20, Pavillon Afrique
36	Fresh & Young Brains Development Initiative	M ^{me} Nkiruka Nnaemego (Présidente et fondatrice de la Fresh & Young Brains Development Initiative) M. Sulaimon Arigbabu (Secrétaire exécutif du Centre de ressources du HEDA) M. Chukwumerije Okereke (Professeur associé à l'Université d'Oxford pour l'environnement et le développement) M. Isaiah Owolabi M. Helder Malguene (African Youth Panel) M. Adebola Olanrewaju M. Surveyor Efik	9 décembre 2011, 15h30-17h30, Pavillon Afrique